

PIVOT



AUTOMNE 2024



**DES CPA PRENNENT
PART AU SPECTACLE**

**NOTRE SYSTÈME FISCAL
NÉCESSITE UNE REFONTE**

**CLIENTS CONTRE ÉPICERIES :
LA GUERRE EST DÉCLARÉE**



PÉNURIE DE TALENTS

Le Canada a besoin de plus de CPA. Voici ce que
la profession doit faire pour préparer l'avenir.



90

%

de nos préparateurs
d'impôts satisfaits
renouvellent
chaque année.

Les chiffres en témoignent.

- ✓ Reportez des fichiers de DT Max[®], Cantax[®], Taxprep[®] ou ProFile[®].
- ✓ En pleine saison des impôts, notre équipe d'aide à la clientèle est à portée de main.
- ✓ Gagnez du temps grâce à un logiciel d'impôt conçu par des experts fiscaux.

**Passez à ce qui
fonctionne dès aujourd'hui!**

taxcycle.com/fr-ca/cpa

Appelez-nous au **1-833-277-4055**

**Inspiré par des comptables,
conçu par des fiscalistes.**



TaxCycle
DE XERO

TaxCycle est une marque de commerce déposée de Xero Software (Canada) Ltd. Xero est une marque de commerce déposée de Xero Limited. ProFile est une marque de commerce déposée de Intuit Inc. Cantax et Taxprep sont des marques de commerce déposées de Wolters Kluwer Canada Ltd. DT Max est une marque de commerce déposée de Thomson Reuters DT Tax and Accounting Inc.



ARTICLES DE FOND

24 | La guerre des épiceries

Les consommateurs blâment les grandes épiceries, leur reprochant de gonfler artificiellement le prix des aliments. Mais qu'en disent les experts? **PAR ANDREW RAVEN**

32 | Une question d'offre et de demande

Alors que le nombre de nouveaux CPA ne suffit pas aux besoins, la profession a l'occasion de montrer aux jeunes comment toutes et tous peuvent façonner l'avenir de la comptabilité. **PAR JOHN LORINC**

38 | Coulisses comptables

Leur travail se fait peut-être loin des projecteurs, mais ces CPA jouent un rôle essentiel au déroulement des spectacles. **PAR LIZA AGRBA**

PHOTO KATHERINE HOLLAND



EN UNE

4 | Mot de la présidente et chef de la direction

EN PRIMEUR

6 | Un main tendue

9 | Au nom de l'équipe

10 | Inciter les aînés à travailler?

11 | IA et éthique

14 | Des fiducies pas simples

15 | Florilège de fraudes

16 | Intégrer la durabilité dans les rapports

18 | Éducation financière

20 | Le sans alcool décolle

22 | Évaluation d'entreprise et automatisation

EN PRIME

47 | Une pro des OSBL

49 | Sauvetage alimentaire

50 | L'art pour tous, ou presque

51 | Nature intérieure

53 | Fiertés nationales

54 | Suggestion de série, de livre et de balado

56 | En finir avec notre société de consommation

58 | Un CPA torrificateur

EXPRIMEZ-VOUS

Faites-nous parvenir vos commentaires à pivot.lettres@cpacanada.ca. Si votre lettre est retenue, elle pourrait être éditée pour des raisons de clarté ou de longueur.

CPA ET FINANCE FONT LA PAIRE

Véritables piliers, nos membres sont grandement estimés dans l'ensemble des secteurs d'activité. **PAR PAMELA STEER**



Cette année,
L'UNIQUE

vous invite à transformer votre savoir en action. Les CPA sont particulièrement bien placés pour faire bouger les choses, et c'est avec grand plaisir que je me joindrai à cet effort, dans la magnifique ville de Calgary.

Selon un récent sondage du CFA Institute, la finance se place en tête des secteurs d'activité que les jeunes de la génération Z considèrent comme stables et attractifs. En l'apprenant, j'ai senti naître une grande complicité avec ces jeunes professionnels; après tout, nos membres jouent un rôle clé dans toutes les sphères financières.

À mes yeux, notre profession est celle qui ouvre le plus de portes. Grâce aux compétences acquises pendant leur formation, les CPA disposent d'un vaste éventail d'outils et de connaissances pour mener une carrière florissante, dans le monde des affaires ou de la finance, mais aussi hors des sentiers battus. Simu Liu, ancien comptable devenu vedette du grand écran, qui sera d'ailleurs le conférencier d'honneur de L'UNIQUE 2024, illustre ce cheminement à merveille. Pour ma part, le fil qui relie toutes mes réalisations se

résume en un mot : « CPA ». J'ai parfois dû surmonter d'importants obstacles, mais le jeu en a toujours valu la chandelle. J'ai pu m'appuyer sur les assises de la profession – jugement, intégrité, confiance, logique et contrôle – pour amasser le premier million d'une entreprise en démarrage, entrer au

J'ÉPROUVE UNE IMMENSE FIERTÉ ENVERS NOTRE PROFESSION, QUE L'ARRIVÉE DE NOUVELLES COHORTES VA FAIRE ÉVOLUER.

service d'une puissante multinationale, puis réussir dans le secteur parapublic, fortement réglementé.

À l'heure actuelle, tout indique que les compétences des CPA sont particulièrement recherchées (voir notre article à la page 32). Selon une étude du cabinet-conseil Robert Half, 90 % des entreprises peinent à pourvoir des

postes en comptabilité, et plus du tiers craignent que l'accumulation des travaux en suspens ne donne lieu à des erreurs comptables. La croissance de la main-d'œuvre au cours des 10 dernières années a en effet été insuffisante pour répondre à la demande... ce qui laisse aujourd'hui le champ libre à la nouvelle génération et à son riche bagage de connaissances technologiques.

Une pénurie de CPA pourrait être « lourde de conséquences pour la société », alerte Irene Wiecek, professeure de comptabilité et membre de l'International Panel on Accountancy Education de la Fédération internationale des comptables (IFAC). D'autant plus que « le problème ne se limite pas au Canada ».

Les entreprises touchées se heurtent à des difficultés en matière de présentation de l'information et de conformité, et c'est l'intégrité des marchés publics qui risque d'en souffrir. Qui plus est, les entreprises de renom ne sont pas épargnées. Le magazine *Bloomberg* a récemment dévoilé qu'au moins quatre grandes sociétés américaines ont dû revoir leurs résultats fraîchement publiés, en février dernier, en raison d'erreurs d'écriture ».

L'article soulignait également que « la quantité de comptables chevronnés, qui peuvent mener des réflexions stratégiques et d'autres tâches complexes, ne cesse de diminuer ».

Une évidence se dessine : le rôle des CPA est plus essentiel que jamais. Quel que soit notre secteur d'activité,

nous sommes les piliers de la stabilité financière, aux premières loges des changements insufflés par les avancées en matière de durabilité, de technologies de pointe et d'intelligence artificielle.

Nous faisons face à des défis d'envergure mondiale, qui exigent des solutions collaboratives. Représentante de

la profession canadienne, CPA Canada joue un rôle clé sur la scène internationale : celui de partenaire de confiance pour la Global Accounting Alliance, l'IFAC, le Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (ISSB) et bien d'autres.

Des transformations sont inévitables, en finance comme en affaires, et les CPA peuvent se poser en leader, au pays et ailleurs. Voilà pourquoi il nous tient particulièrement à cœur d'offrir aux membres du Québec et de l'Ontario une avenue leur permettant de continuer à faire partie de l'organisation nationale.

Tout au long de ma carrière, j'ai eu l'honneur de participer à des travaux passionnants – comme les brillantes réflexions de nos récents groupes de discussion partout au Canada ou le travail extraordinaire accompli par CPA Canada dans le monde –, mais rien ne me rend plus fière que d'être CPA et de représenter la profession.

Avec le recul, je constate que mon titre professionnel m'a amenée sur divers chemins, auxquels je n'aurais pas eu accès autrement. Rares sont les diplômes et les parcours qui offrent un tel foisonnement de perspectives de carrière.

J'éprouve une immense fierté envers notre profession, et il me tarde de la voir se transformer avec l'arrivée des nouvelles cohortes. ♦

Notre section Web « Actualités Pivot » réunit analyses approfondies, indications et prises de position. Explorez-la dès maintenant à cpacanada.ca/fr/nouvelles.

Ce mois-ci, nous nous penchons sur la protection des lanceurs d'alerte, la conception de systèmes éthiques et la lutte contre le blanchiment d'argent.

Notre nouvelle stratégie de contenus imprimés et numériques vous plaît? Dites-le-nous à pivot.letters@cpacanada.ca.


EXPRIMEZ-VOUS :
pivot.letters@cpacanada.ca



Nous invitons les membres du Québec et de l'Ontario qui souhaitent toujours faire partie de CPA Canada et bénéficier de nos ressources à lire le code QR.

PIVOT

VOLUME 7 | NUMÉRO 4

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION, VERSION ANGLAISE
Paul Ferriss

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION, VERSION FRANÇAISE
Mathieu de Lajartre

RÉDACTEUR PRINCIPAL
Alex Correa

DIRECTEUR ARTISTIQUE PRINCIPAL
Adam Cholewa

DIRECTEUR ARTISTIQUE
Dan Parsons

RESPONSABLE DE LA RÉDACTION
Cassandra Cadieux

RÉVISEURE
Kelly Jones

CORRECTRICE D'ÉPREUVES
Marie-Annick Thabaud

COLLABORATEURS
Liza Agrba, Corrina Allen, Ali Amad, Heather Bennett, Brian Bethune, Carol Bethune, David-Alexandre Brassard, Steve Brearton, Jessica Deeks, Catherine Dowling, Ashley Doyle, Thomas Fricke, Lora Grady, Katherine Holland, Brit Kwasney, Emily Latimer, Jen Lauriault, John Lorinc, Sarah MacDonald, Rosemary McGuire, Kagan McLeod, Ishani Nath, John Oakey, Chris Powell, Andrew Raven, Allison Seto, Gerald Trites, Lucy Uprichard, Lisa Vella

ÉDITEUR CPA Canada

ÉDITEUR DÉLÉGUÉ
Douglas Dunlop

DIRECTRICE DES VENTES, PUBLICATION DE CONTENU SUR MESURE, SJC MEDIA
Karen Kahnert
karen.kahnert@stjoseph.com

TRADUCTION
Services linguistiques, CPA Canada

DIRECTRICE, SERVICES LINGUISTIQUES
Karine St-Onge

CONSEIL CONSULTATIF SUR LA RÉDACTION

PRÉSIDENT : John Redding, CPA, CMA

MEMBRES :

Maury K. Donen, CPA, CMA
Debra J. Feltham, FCPA, FCGA
Caroline Garon, CPA, CGA, CAFM
Jason R. Kwiatkowski, CPA, CA, CBV, ASA, CEPA
Ashley Lowe, CPA, CA



Partenaires dans la croissance

St. Joseph Communications contribue à la plantation d'un arbre via GrandTree pour chaque tonne de papier utilisée pour le compte de Pivot.

Pivot est publié quatre fois par an par Comptables professionnels agréés du Canada en collaboration avec St. Joseph Communications. Les opinions exprimées par les auteurs, les rédacteurs et dans les publicités n'engagent pas la responsabilité de CPA Canada. Copyright 2024.

TORONTO
277, rue Wellington Ouest
Toronto (Ontario) M5V 3H2
Tél. : 416-977-3222
Télééc. : 416-204-3409

MONTRÉAL
2020, boul. Robert-Bourassa,
19^e étage
Montréal (Québec) H3A 2A5
Tél. : 514-285-5002
Télééc. : 514-285-5695

ABONNEMENT
Tél. : 416-977-0748 ou
1-800-268-3793
pivot.abonnement@cpacanada.ca

INTERNET
cpacanada.ca/pivotmagazine

PUBLICITÉ
publicite.pivotmagazine@cpacanada.ca

Abonnement supplémentaire (membres) : 32 \$. Candidats : 45 \$. Non-membres : 55 \$. L'exemplaire se vend 5,50 \$. La TPS de 5 % s'applique à tous les abonnements souscrits au Canada. À l'étranger : 89 \$ par année; l'exemplaire se vend 8,90 \$. On peut obtenir des renseignements sur l'abonnement par téléphone au 416-977-0748 ou au 1-800-268-3793, de 9 heures à 17 heures, du lundi au vendredi, ou par télécopieur au 416-204-3416. Numéro d'enregistrement de la TPS : 83173 3647 R10001. Imprimé au Canada : Convention de poste-publications n° 40062437. ISSN 2561-6781. Retourner tout envoi ne pouvant être livré au Canada à l'adresse de Toronto ci-dessus. Pivot est membre de Presse spécialisée du Canada et de Magazines Canada. Tous les manuscrits et autres documents soumis à Pivot deviennent la propriété de Pivot et de Comptables professionnels agréés du Canada, son éditeur. Lorsqu'ils soumettent des textes, les collaborateurs acceptent d'accorder et de céder à l'éditeur tous les droits d'auteur, y compris les droits de réimpression et les droits électroniques, ainsi que tous les droits, titres et intérêts afférents aux textes en question. L'éditeur se réserve le droit d'utiliser ces textes, en partie ou en totalité, dans le cadre des activités du magazine ou dans tout autre cadre qu'il juge approprié. Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite, stockée dans des systèmes de recherche documentaire ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans le consentement écrit préalable de Pivot.

STRATEGIC CONTENT LABS

VICE-PRÉSIDENT SOLUTIONS CLIENTS, MÉDIAS ET CONTENU
Cameron Williamson

VICE-PRÉSIDENTE, MARKETING & CONTENU DE MARQUE
Sasha Emmons

DIRECTION, MARKETING
Lenny Hadley, Janet Palmer

DIRECTRICE, PRODUCTION
Maria Mendes

CHEF, PRODUCTION
Joycelyn Tran

UNE DIVISION DE ST. JOSEPH COMMUNICATIONS
PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION
Tony Gagliano

MISSION

BRILLER, ET FAIRE BRILLER

Ifeoma Ngwudike puise dans son expérience des obstacles qu'elle a elle-même rencontrés à son arrivée au Canada pour aider d'autres immigrantes.

PAR ALI AMAD

Originaire d'Enugu, ville animée du sud-ouest du Nigéria, Ifeoma Ngwudike a toujours voulu se bâtir une brillante carrière et parcourir le monde. Fraîchement diplômée en comptabilité à l'Université du Nigéria, elle rejoint ainsi son mari à Trévise, en Italie. Là-bas, elle met sa carrière sur la glace pour fonder une famille. Elle s'installe à Calgary avec son conjoint et ses quatre enfants en 2008, pour ensuite devenir CPA, en 2012.

En 2021, forte de son expérience d'immigrante canadienne et de mère au travail, Ifeoma Ngwudike écrit le livre *The Successful Immigrant Woman* et devient accompagnatrice à la réussite. Chaque année, le Canada accueille des centaines de milliers d'immigrants (470 000 en 2023). Ces nouveaux arrivants se heurtent à de nombreux obstacles, comme la hausse des frais de logement et la forte concurrence sur le marché du travail. « Tous arrivent ici en se faisant une image de leur nouvelle vie de rêve, mais il n'est pas rare de voir cette image se transformer en mirage. » C'est cette triste réalité qui pousse Ifeoma Ngwudike à aider les immigrants à s'acclimater, à s'épanouir et à se donner les moyens de leurs ambitions.

Quel a été le plus gros obstacle lors de vos débuts en comptabilité au Canada?

Je ne connaissais rien de rien de la culture de travail. Je craignais l'inconnu; non seulement j'étais une nouvelle arrivante, mais je n'avais pas mis les pieds dans un bureau depuis plus de 10 ans. Je m'étais jusque-là concentrée sur mes enfants, ce qui fait que mes interactions se résumaient pour l'essentiel à des discussions avec d'autres familles au parc ou à la piscine. Mais j'avais confiance en mes compétences comptables. Je suivais alors un programme CMA pour les professionnels formés à l'étranger, et je prenais quelques contrats de tenue de comptes et de conseil pour acquérir de l'expérience au Canada. N'empêche, j'avais besoin qu'on me guide dans le

LES IMMIGRANTES JETTENT UN ÉCLAIRAGE INÉDIT SUR DES PROBLÈMES LOCAUX DE LONGUE DATE.

dédale de conventions en usage sur le marché du travail. Qu'est-ce qui est considéré comme une tenue professionnelle acceptable? Comment trouver un emploi et aborder une entrevue? Jusqu'aux menus détails, je me questionnais. Quelle fermeté doit avoir une poignée de main? Pendant combien de temps maintenir le contact visuel en réunion?

Comment avez-vous surmonté cet obstacle?

J'ai posé toutes ces questions, et bien d'autres, à des professionnelles de ma région. Je voulais en apprendre plus sur l'étiquette au travail, et savoir comment les autres mères réussissaient à équilibrer travail et famille. Un jour, j'ai pris contact avec la vice-présidente du Bow Valley College, sans trop d'attentes. À ma



grande surprise, elle était plus que ravie de m'aider. Elle a insisté sur l'importance d'une bonne organisation pour éviter que la vie privée ne déborde sur la vie professionnelle. (Elle m'a même recommandé des tenues sans repassage!) Mais ce que j'ai surtout retenu de nos échanges, c'est qu'il ne faut pas avoir peur de demander de l'accompagnement professionnel, parce qu'il y a fort à parier qu'on vous en offrira volontiers.

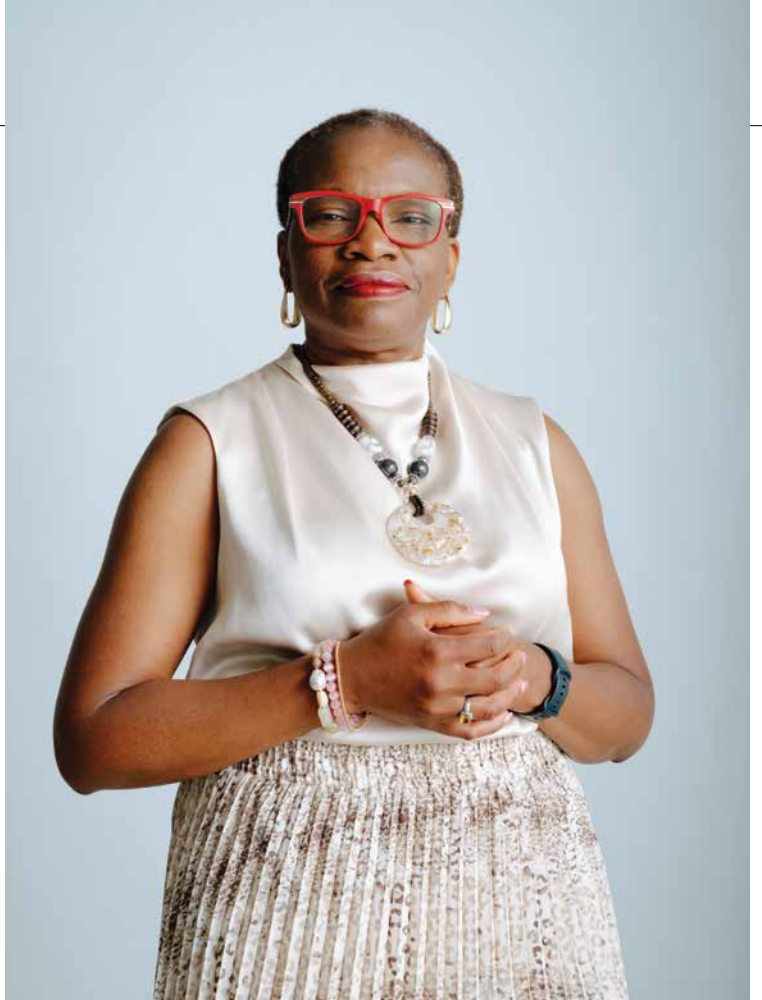
Pourquoi avoir choisi de devenir accompagnatrice à la réussite?

Quelques mois avant de devenir CMA, j'ai décroché le poste d'analyste financière au Bow Valley College, où travaillait ma première mentore. Je faisais partie du service des finances, mais j'avais soif d'élargir mes horizons. Un jour, j'ai accepté d'aider un collègue des services aux étudiants pour un projet d'envergure, et je suis restée dans l'équipe par la suite. J'aidais les étudiants à déterminer leurs objectifs de carrière et à se doter d'un plan pour les atteindre. Je reconnaissais dans leurs embûches celles-là mêmes qu'avaient rencontrées plusieurs immigrantes que j'avais côtoyées durant mon parcours CMA. Des femmes qui venaient ici pour démarrer leur entreprise ou pour gravir les échelons, mais qui, une fois installées, peinaient à y arriver.

M'ayant bâti une nouvelle vie deux fois plutôt qu'une – d'abord comme mère en Italie, puis comme CPA au Canada –, j'ai compris que je pouvais aider les autres à réaliser tout leur potentiel. Que ce soit avec mes propres enfants, des étudiants ou des immigrantes et des femmes des collectivités autochtones, noires et de couleur, j'étais douée pour pousser au dépassement. Fin 2021, j'ai décidé de concrétiser ma passion en fondant mon entreprise d'accompagnement à la réussite. Elle se nomme Yes2Amazing parce que j'ai la conviction que, pour exceller, il faut d'abord dire oui aux occasions formidables et stimulantes qui se présentent!

D'après votre expérience, quel est le plus grand obstacle pour vos clientes?

J'ai appris l'anglais assez jeune, mais beaucoup de professionnelles immigrantes n'ont pas eu la même chance. Elles sont nombreuses à avoir été premières de classe et à s'être illustrées dans leur domaine avant d'arriver ici. Cela dit, à défaut de maîtriser l'anglais, elles ont du mal à atteindre le même niveau d'excellence au Canada. Cette barrière linguistique mine leur confiance et les fait douter de leurs compétences, parfois au point de développer le syndrome de l'imposteur. Des doutes qui sont autant de distractions et de freins à la communication au travail ou en entrevue.



À DÉFAUT DE MAÎTRISER L'ANGLAIS, BEAUCOUP D'IMMIGRANTES ONT DU MAL À ATTEINDRE LE NIVEAU D'EXCELLENCE QU'ELLES AVAIENT.

**4,2
MILLIONS**

Nombre de femmes immigrantes au Canada sur le marché du travail en 2022, selon Statistique Canada.

Quelles approches utilisez-vous pour aider vos clientes à réussir au Canada?

Il est extrêmement frustrant de ne pas pouvoir communiquer ses forces et sa valeur à son employeur ou à ses collègues. C'est pourquoi je commence par cerner les forces de ma cliente ainsi que par l'aider à trouver la meilleure manière de les exprimer et d'en tirer parti. Ensuite, je parle d'intentionnalité : que ce soit dans le contexte d'une réunion, d'une entrevue ou d'une activité de réseautage, il est important de savoir ce qu'on apporte, et ce qu'on souhaite en tirer. Si la langue est une barrière, on peut parvenir à communiquer même les idées les plus complexes en en distillant l'essentiel. Ce principe m'a d'ailleurs guidée dans la rédaction de mon livre, où j'utilise un langage simple et à la portée de tous.

Pourriez-vous nous parler d'une histoire de réussite qui vous a particulièrement marquée? Absolument. Lors d'un événement pour

entrepreneurs immigrants à Calgary, j'ai fait la rencontre d'une Vénézuélienne. Elle et son partenaire ont une entreprise de rénovation. En aidant des proches à s'installer au Canada, elle a constaté de visu les effets de la crise du logement qui fait rage dans tout le pays. Elle m'a expliqué que les coopératives d'habitation sont très courantes au Vénézuéla et qu'elle voulait construire des logements abordables ici, mais qu'elle ne savait pas trop comment elle devait s'y prendre. Je lui ai fait remarquer qu'elle avait déjà cerné l'intention principale derrière son projet : favoriser l'accès à des logements abordables. Je lui ai conseillé de garder à l'esprit cette intention dans tout ce qu'elle entreprendrait. Récemment, elle m'a confié que cette simple pensée l'avait aidée à concentrer ses efforts, et qu'elle était sur le point de lancer sa nouvelle entreprise.

Sur quels autres projets travaillez-vous?

Le fait est que les immigrantes ont un bagage d'expériences et de perspectives variées. Elles jettent un éclairage inédit sur des problèmes locaux de longue date, et proposent des solutions novatrices. Ce que je veux, c'est les aider à réaliser leurs aspirations, et nous encourager à tirer parti de cette ressource précieuse. Je travaille actuellement à l'élaboration de cours et de stratégies sur mesure en finances personnelles, mon but étant de procurer aux immigrantes la confiance et les moyens nécessaires pour réussir. La littératie financière est cruciale sur le marché concurrentiel canadien, surtout pour les entrepreneurs, qui doivent chercher du financement et gérer leurs finances. Pour moi, mon travail consiste à outiller les immigrantes et à les mener à une plus grande confiance, parce qu'au bout du compte, tout le monde y gagne. ♦

APPELLATIONS PARTISANES

En mai, la Women's National Basketball Association annonçait l'arrivée d'une concession à Toronto. Au moment de mettre sous presse, l'équipe n'avait pas encore de nom, mais en attendant la mise au jeu en 2026, des partisans ont proposé Northstars, Huskies, Dragons ou Aurora. Un seul l'emportera, les autres figureront pour toujours sur la liste des toponymes et animaux quasi célèbres. Pourquoi pas les Racoons? — Par Steve Brearton



Blue Jays, Toronto
Ligue majeure de baseball

1^{ER} MATCH
7 avril 1977

À l'issue d'un concours, cette nouvelle franchise torontoise reçoit plus de 4 000 propositions de noms, dont 46 d'oiseaux. Hogtowners, Bootleggers, Trilliums et Great Lakers ont, entre autres, été envisagés. Quatorze jurés soumettent une liste de 10 finalistes au conseil d'administration, qui opte pour les Blue Jays.



Raptors, Toronto
Association nationale de basketball

1^{ER} MATCH
3 novembre 1995

Un concours national aboutit à 10 noms d'animaux : Beavers, Bobcats, Dragons, Grizzlies, Hogs, Raptors, Scorpions, T-Rex, Tarantulas et Terriers. Inspirés par *Le Parc Jurassique*, les propriétaires choisissent Raptors. « Nom percutant, couleurs vives... l'uniforme ne passait pas inaperçu! », déclare ensuite Tom O'Grady, directeur artistique de la NBA. « C'était la recette gagnante pour se faire remarquer. » (Global News)



Jets, Winnipeg
Ligue nationale de hockey

1^{ER} MATCH
9 octobre 2011

À la recherche d'un nouveau nom en 2010, l'équipe de Winnipeg a failli s'appeler les Falcons ou les Warriors de Winnipeg, ou le Moose du Manitoba, mais la direction a préféré Jets, comme l'ancienne franchise de l'Association mondiale de hockey et de la LNH. « Nous voulions plaire aux partisans. C'était un choix évident », raconte Tim Chipman, président de True North Sports et Entertainment, en 2011. (Free Press)



Rouge et Noir, Ottawa
Ligue canadienne de football

1^{ER} MATCH
3 juillet 2014

En janvier 2013, une liste de cinq noms possibles est publiée pour la nouvelle équipe d'expansion : National, Rouge et Noir, Voyageurs, Rush et Raftsmen. À l'époque, certains insinuent que le propriétaire, Jeff Hunt, avait déjà choisi Rouge et Noir. « Une théorie veut que le choix de Hunt ait été opposé à des options insipides pour lui donner du lustre en comparaison », écrit un chroniqueur local.



Toronto
Ligue professionnelle de hockey féminin

1^{ER} MATCH
1^{er} janvier 2024

Automne 2023. La LPHF propose des noms pour les six premières équipes, dont Echo (Montréal), Alert (Ottawa) et Torch (Toronto). Réaction sans appel : « On dirait les noms vieillots d'une ligue de hockey sur patins à roulettes au bord de la faillite », lit-on sur les réseaux sociaux. Pour la première mise au jeu, les équipes prennent le nom de leur ville. Celles d'Ottawa, Montréal et Toronto seront baptisées la saison prochaine.

ÉCONOMIE

UN ÂGE QUI VAUT DE L'OR

Favoriser le maintien des travailleurs d'expérience sur le marché réglerait de nombreux problèmes, à condition de s'y prendre comme il faut.



DAVID ALEXANDRE BRASSARD

Si la course effrénée à l'immigration est loin d'être terminée, je demeure convaincu qu'on est loin de tirer le plein potentiel de la main-d'œuvre canadienne, particulièrement des travailleurs d'expérience. En effet, à 65 %, le taux d'emploi des 55-64 ans au Canada est bien inférieur à celui

de bien des pays. Il est ainsi de 72 % en Finlande, de 74 % en Norvège, de 75 % en Allemagne et aux Pays-Bas, de 78 % en Suède, de 79 % au Japon et de 83 % en Islande.

Au pays, passer de 65 % à 75 % ajouterait 500 000 travailleurs sur le marché chaque année, soit autant que nos seuils actuels d'immigration. On en parle pourtant très peu. Est-ce de l'âgisme ? Un manque de courage politique ?

Un marché mal adapté

Une étude récente de Statistique Canada a montré que, parmi les travailleurs qui planifiaient prendre leur retraite, 55 % continueraient à travailler s'ils pouvaient le faire à temps partiel, et 43 % le feraient si le stress était moins élevé ou si le travail était moins exigeant physiquement.

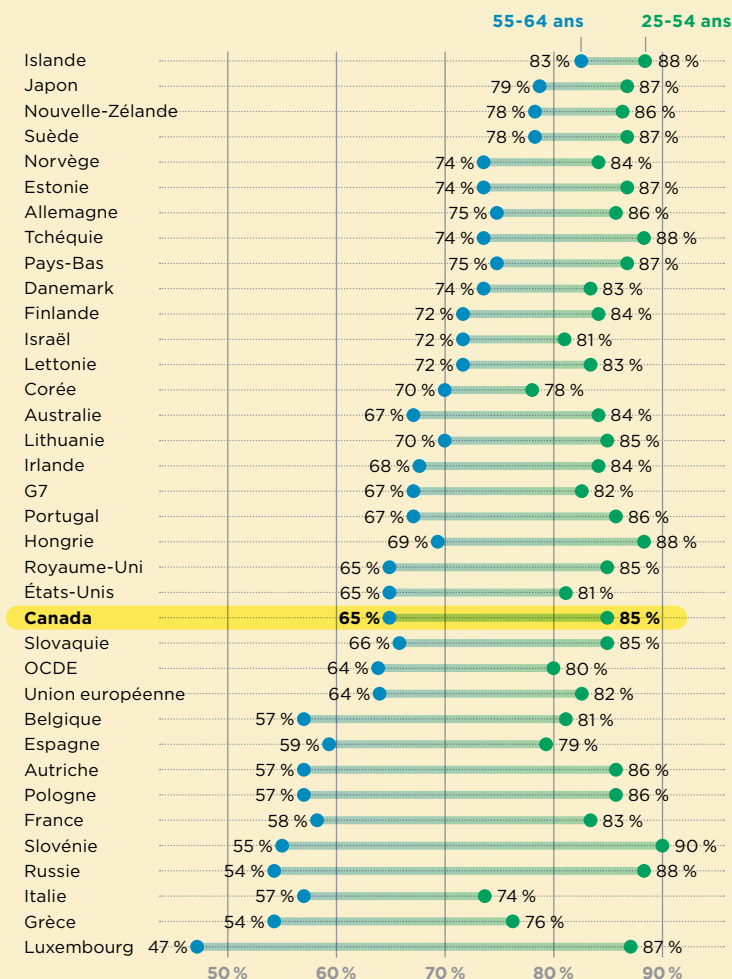
Avouons que, sur le plan de la flexibilité, on peut faire mieux. Le marché du travail semble fonctionner à deux vitesses : le classique temps plein, 40 heures par semaine, stress compris, peu importe l'âge du travailleur, face au temps partiel, à 20 heures par semaine ou moins. La mise en place de programmes d'accommodements pour les travailleurs en fin de carrière, comme il en existe déjà dans le secteur public, serait à explorer pour les entreprises et organisations. Mais cela implique de revoir notre conception du travail, ainsi que notre rapport aux responsabilités, aux tâches, au volume horaire et au niveau de stress, afin de s'adapter aux attentes de travailleurs qui jouissent déjà d'une certaine liberté financière. Des travailleurs dont il faut reconnaître l'expérience, voire l'expertise, et qui

nécessitent peu de supervision puisqu'ils œuvrent en moyenne 16 ans au sein de la même organisation, soit deux fois plus longtemps que les travailleurs de 25 à 54 ans. Hélas, l'absence d'ajustements et de discussions sur ce qui pourrait les faire rester signe souvent leur départ à la retraite.

Le bâton ou la carotte ?

L'éléphant dans la pièce, ce sont les régimes de retraite et les prestations pour aînés. Dit autrement, sommes-nous trop généreux ? Évidemment, de nombreux aînés tirent le diable par la queue, mais la situation financière des retraités s'est considérablement améliorée dans les 15 dernières années. Non seulement ils ont plus de revenus, mais le taux de remplacement des revenus à la retraite est passé de 85 à 90 %. Les mieux nantis, soit 40 %, n'observent

Taux d'emploi par groupe d'âge (en %)



Source : OCDE, Get the data

ILLUSTRATIONS KAGAN MCLEOD

pratiquement pas de pertes de revenus à la retraite. La taille du secteur public dans notre économie est une des raisons de notre faible taux d'emploi des aînés car le départ à la retraite s'y fait en moyenne à 62 ou 63 ans, soit 2 ans avant celui dans le secteur privé et 5 ans avant celui des travailleurs autonomes. Au risque d'en choquer certains (et je sais que de nombreux CPA sont des fonctionnaires), il faut se demander si une retraite précoce fortement financée par l'employeur, soit l'État, est soutenable à long terme pour la société.

On peut aussi se questionner sur l'âge requis pour percevoir les prestations fédérales – sujet sensible, j'en conviens! Le fameux 65 ans a été établi dans les années 1960 alors que l'espérance de vie se situait autour de 70 ans. À l'époque, c'était beaucoup trop tard, mais depuis, l'espérance de vie a augmenté de 11 ans pour atteindre 81 ans, et fait tripler la durée de la retraite. Plusieurs pays, comme la Finlande, le Danemark ou le Portugal, ont déjà lié âge de retraite et espérance de vie afin d'être logiques.

55 % DES FUTURS RETRAITÉS CONTINUERAIENT À TRAVAILLER S'ILS POUVAIENT LE FAIRE À TEMPS PARTIEL.

Inégalités intergénérationnelles

Chose certaine, la crise démographique actuelle ne se résorbera pas et le taux de natalité continuera à chuter, ce qui entraînera une diminution relative du nombre de travailleurs. Or, on évoque très peu la charge financière que peut représenter une population vieillissante pour la société, notamment pour les jeunes sur les épaules desquels le fardeau repose – notre système est ainsi fait. J'en comprends la logique, mais viendra un jour où ces fondements devront être remis en question.

La période inflationniste qu'on vient de vivre est assez représentative de la situation : certains travailleurs ont dû négocier, parfois se mettre en grève, pour que leur rémunération suive l'inflation alors que les sommes allouées aux retraités (prestations, régime de pensions du Canada) ont été automatiquement indexées. Bref, prioriser coûte que coûte les retraités est un choix de société, mais je souhaiterais à mes enfants qu'on distribue mieux le fardeau de ma propre vieillesse, pour éviter qu'ils héritent de la facture. ♦

David-Alexandre Brassard est économiste en chef, à CPA Canada.

VIGILANCE ACCRUE

GARE AUX PIÈGES ÉTHIQUES

Honnêteté et intégrité vont de pair dans l'utilisation judicieuse de l'IA.



GERALD
TRITES

Depuis l'irruption de l'intelligence artificielle (IA) générative, en particulier ChatGPT, l'IA jouit d'une popularité fracassante. Utilisé à toutes les sauces, cet outil a donné lieu à des gains de productivité notables, et tout porte à croire qu'il continuera sur cette lancée.

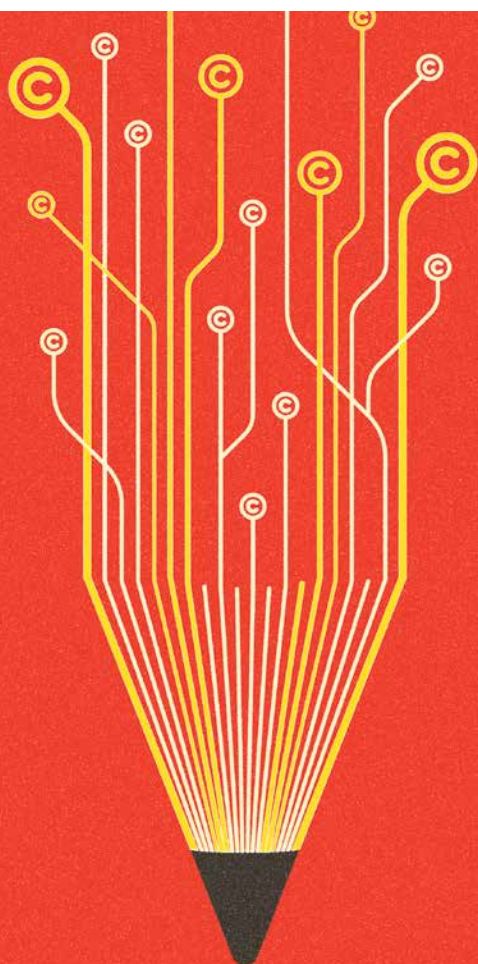
On s'en sert pour pondre articles, lettres et courriels, trouver l'inspiration, ou encore faire la synthèse d'un vaste éventail de contenus. Mais derrière ce grand potentiel se cachent nombre de défis, dilemmes et incertitudes.

Comment utiliser l'IA de façon morale pour préparer des rapports ou rédiger des textes dans le cadre de son travail, ou de ses études? Et quelle confiance peut-on accorder aux documents ainsi produits?

Les systèmes d'IA générative, entraînés à partir d'écrits originaux extraits du Web, n'indiquent pas leurs sources, et celles-ci sont difficiles, voire impossibles à retracer, et donc, à citer adéquatement. Voilà le cœur du problème.

De fait, les passages repris et présentés comme un travail original sont parfois repérés par des lecteurs qui les ont vus ailleurs, ou par les auteurs mêmes des extraits reproduits. Et ce n'est pas sans conséquences : présenter comme sien un produit de l'IA expose le créateur non seulement à une perte de crédibilité et de confiance du lectorat, mais aussi à des poursuites judiciaires. OpenAI en sait quelque chose. Au printemps dernier, l'actrice Scarlett Johansson a menacé de la poursuivre au motif que l'une des voix de ChatGPT ressemblait à s'y méprendre à la sienne (l'entreprise a alors annoncé qu'elle en suspendait immédiatement l'utilisation).

La capacité de l'IA générative de modifier des contenus originaux et d'en créer de toutes pièces pose d'importantes questions éthiques. Compte tenu de l'absence de sources, les utilisateurs risquent d'enfreindre les règles du droit d'auteur. Par ailleurs, l'importance du rôle joué par l'IA varie énormément d'un cas à l'autre. Elle peut notamment fournir sur requête un plan de rédaction, des idées ou un article



dans son intégralité. Il incombe ensuite aux utilisateurs de déterminer la part du contenu créé à modifier ou à reprendre telle quelle.

D'où cette question fondamentale : comment définir le plagiat? Nul doute, se proclamer l'auteur d'un article entièrement généré par l'IA et sur lequel on a peu, voire pas du tout travaillé revient au même que faire passer le texte d'une autre personne pour le sien.

La plupart des universités ont adopté des mesures pour contrer le problème, dont l'interdiction d'utiliser l'IA pour rédiger des travaux. Dans la même veine, les organisateurs de l'International Conference on Machine Learning exigent, depuis l'an dernier, que les présentateurs élaborent leurs documents de recherche sans recourir à l'IA générative. Certaines organisations ont plutôt mis en place des politiques prescrivant d'inclure les outils d'IA utilisés dans les références bibliographiques. Voici un exemple de notice : « ChatGPT, résultat de la requête "Créer des annexes qui récapitulent les éléments clés de

l'article", OpenAI, 20 mai 2023. » Or, réduire les risques de tricherie et de plagiat n'est pas tout. Encore faut-il trouver une solution au biais des données et aux fausses informations, appelées *hallucinations*, propres aux systèmes d'IA. Rappelons que les sources auxquelles puisent ces outils ne sont pas exemptes de partis pris, ce qui transparaît dans le contenu produit. Des développeurs d'IA générative s'efforcent de rectifier le tir, mais il est trop tôt pour se prononcer sur la réussite de leurs démarches.

Avant de mettre l'IA à profit dans la préparation de rapports et autres documents, il faut s'informer des politiques en la matière des établissements ou entreprises destinataires.

Il importe aussi de s'appuyer sur des principes fondamentaux d'honnêteté, d'intégrité et de transparence pour analyser cette technologie sous l'angle éthique. Dans cet esprit, il faut préciser l'ampleur des interventions de l'IA dans la production d'un texte donné. Si l'outil a fait tout le travail, des enjeux moraux se posent. Si l'IA a servi seulement pour des passages précis, si minimes soient-ils, on doit spécifier la provenance des informations citées.

Dans le cas de rapports internes, les questions de droits d'auteur pèsent moins dans la balance, mais les défis liés à l'exactitude, à la neutralité des données et à la protection des renseignements personnels demeurent. Les auditeurs doivent toujours garder ces considérations en tête. Par exemple, soumettre des fichiers de clients à un système d'IA – pour en faire l'analyse ou générer

LES SYSTÈMES D'IA GÉNÉRATIVE N'INDIQUENT PAS LEURS SOURCES, ET CELLES-CI SONT DIFFICILES, VOIRE IMPOSSIBLES À RETRACER.

du contenu – constituerait une atteinte à la confidentialité. L'instauration de politiques claires et mûrement réfléchies par les cabinets favorisera une application judicieuse de cette technologie.

Autre facteur à considérer : l'IA générative évolue à une vitesse sans commune mesure. On ne cesse en effet de lui trouver de nouveaux usages et de revoir ses systèmes. Les règles qui la régissent sont donc appelées à progresser tout aussi rapidement. ♦

Gerald Trites, FCPA, FCA, CISA, est rédacteur en chef du magazine ThinkTWENTY20 (thinktwenty20.com), destiné aux professionnels de la finance.

**RAPPROCHER LES
PORTEFEUILLES
D'INVESTISSEMENT EN
QUELQUES MINUTES.**



Les cabinets comptables et les bureaux familiaux du Canada font confiance à la solution automatisée de tenue de livres d'investissement d'ARTIFFEX pour une précision, une productivité et une rentabilité inégalées.

- ▲ Augmenter les marges et développer votre activité
- ▲ Libérer des ressources internes
- ▲ Intégration aisée dans les flux de travail existants
- ▲ Bénéficier d'une assistance utilisateur personnalisée et experte

"ARTIFFEX nous a permis de simplifier et de réduire nos interactions avec les comptables de nos clients et a considérablement réduit le temps passé en interne sur les processus comptables. Le gain de temps, la transparence des données et la rapidité d'exécution font de ce partenariat un succès pour nous." – Clyde Leonard, Gestionnaire de patrimoine, Samara Family Office

RAPIDE. PRÉCIS. SÛR.

Contactez-nous pour savoir comment ARTIFFEX peut transformer votre cabinet.



 514-843-9855  info@artiffex.com  www.artiffex.com

FISCALITÉ

SORTIR DU LABYRINTHE

Lourd et enchevêtré, le système fiscal canadien doit être revu de fond en comble.



JOHN OAKEY

Difficile de le nier : le système fiscal canadien devient trop complexe, et les exigences en matière de conformité sont trop difficiles à gérer, tant pour les contribuables que pour le fisc. Il est grand temps de revoir la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

D'où vient cette complexité? Les pressions internationales pour lutter contre certains fléaux – planification fiscale abusive, transfert de bénéfices, blanchiment d'argent et financement des activités terroristes – ainsi que les pressions au pays pour redistribuer les richesses, régler le déficit et atténuer l'évitement fiscal ou l'évasion fiscale y sont pour quelque chose. Les technologies, qui permettent aux autorités d'exploiter des quantités considérables d'informations, pèsent aussi dans la balance. Sans oublier une tendance croissante : le recours au système fiscal fédéral pour résoudre les problèmes de l'heure, par exemple les perturbations économiques causées par la COVID-19.

L'évolution de la rédaction législative figure aussi parmi les facteurs en jeu. Les mesures anti-évitement ciblées, mises en œuvre au besoin, laissent la place à des dispositions très vastes, qui touchent tous les contribuables effectuant certaines transactions largement définies, sauf ceux qui répondent à certains critères stricts.

Des problèmes de rédaction législative concernent également des incitatifs fiscaux comme les crédits d'impôt pour les technologies vertes et les fiducies collectives des employés, dont l'efficacité à promouvoir certains comportements est réduite par des règles pointues et complexes, les contribuables ayant du mal à déterminer s'ils sont admissibles.

L'arrimage du système à un large éventail d'objectifs qui vont au-delà de la perception des recettes mine ses principes fondamentaux que sont la certitude, la simplicité, l'efficacité et l'efficience, la prévisibilité et l'équité. Les petites entreprises se trouvent désavantagées par rapport aux grandes, plus souvent conseillées par des experts.

La lourdeur des exigences s'étend de plus en plus. En voici des exemples.

Déclaration des fiducies

L'inclusion des simples fiducies dans le champ d'application d'une nouvelle politique visant à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes a considérablement accru l'incertitude, rendant la conformité si difficile que l'ARC a dû exempter ce type de fiducies pour 2023. Mais comme cette décision a été annoncée à peine quelques jours avant la date limite de production, les contribuables ont déjà déboursé, selon certaines estimations, près d'un milliard en déclarations inutiles.

Taxe sur les logements sous-utilisés

La mesure devait soulager la crise du logement en ciblant les propriétés résidentielles vacantes appartenant à des étrangers. Pourtant, leur nombre négligeable est dérisoire au regard de la pénurie. La taxe a néanmoins forcé des Canadiens qui possèdent indirectement leur immeuble résidentiel par l'intermédiaire d'une société, d'une société de personnes ou d'une fiducie à produire des déclarations, ce qui a nécessité des reports de la date limite. CPA Canada a plaidé en faveur de l'exonération de ces propriétaires canadiens; des modifications législatives ont été apportées.

Règles de divulgation obligatoire

Selon la définition retenue dans le cadre du régime de divulgation obligatoire, les « opérations d'évitement » englobent la simple planification fiscale. Des sanctions sévères s'appliquent en cas de

L'AJOUT CONTINUEL D'OBJECTIFS À LA LOI PORTE ATTEINTE À SES PRINCIPES FONDAMENTAUX.

non-respect. L'imprécision des règles entraîne des coûts d'administration et de conformité élevés, et pousse les professionnels à produire de nombreuses déclarations pour éviter des pénalités. L'ARC a dû élaborer des directives d'interprétation pour débrouiller la situation.

Règle générale anti-évitement

Les modifications récentes apportées à la RGAE créent également de l'incertitude, notamment au chapitre des opérations qui manquent considérablement de substance économique. Cette ambiguïté incitera probablement des contribuables et les fiscalistes à produire des déclarations par crainte de pénalités. À la suite de la modification du taux

d'inclusion des gains en capital annoncée dans le budget fédéral de 2024, la Direction des décisions en impôt de l'ARC a précisé que la cristallisation d'un gain en capital accumulé dans le seul but de bénéficier du taux d'inclusion actuel ne constituera pas en soi un motif d'application de la RGAE. Vu l'absence potentielle de substance économique dans les opérations de cristallisation, une telle précision peut cependant aggraver la confusion quant à l'application générale de la RGAE.

Ainsi, les objectifs que l'on souhaite atteindre grâce à une règle fiscale ne doivent pas faire perdre de vue sa portée réelle. Des règles complexes, d'une grande étendue, accroissent les coûts de conformité et le

0,13

Pourcentage de personnes ayant un revenu moyen de 1,4 M\$ qui devraient payer plus d'impôt sur le revenu des particuliers sur leurs gains en capital au cours d'une année donnée.

fardeau administratif. Un examen approfondi de la Loi est impératif, comme l'explique CPA Canada dans son mémoire prébudgétaire de 2024. L'organisation y recommande de suivre, en matière de politiques et d'administration fiscales, une approche fondée sur des principes qui puise dans une raison d'être et incarne une vision. Un tel examen permettra d'asseoir le système fiscal sur de bons principes de base, afin de juguler les coûts de conformité et d'assurer aux contribuables la simplicité, l'équité et la prévisibilité attendues. ♦

John Oakey, CPA, est vice-président Fiscalité, à CPA Canada.

ESCROCS SANS SCRUPULES

Florilège de fraudes
PAR ANDREW RAVEN

LOURDE EST LA COURONNE

L'arrestation du « roi de la crypto » est la dernière en date d'une affaire qui illustre bien l'ascension et la chute spectaculaire des marchés cryptomonétaires.



Aiden Pleterski, 25 ans, de Whitby (Ontario), est accusé de fraude et de blanchiment d'argent dans le cadre d'une vaste enquête policière transfrontalière en cours depuis plus de 18 mois.

Selon les policiers, ce soi-disant génie de la crypto s'est enrichi en promettant des rendements stratosphériques aux investisseurs. En 2022, alors qu'il exhibait son train de vie somptueux sur les médias sociaux, ses investisseurs ont perdu l'accès à leur argent. À la conférence de presse suivant l'arrestation, les autorités ont parlé d'une fraude massive. De précédents reportages mentionnaient que Pleterski a mobilisé, sans permis de courtier, plus de 40 M\$, dont seulement 2 % ont été investis. Les présumés millions restants ont été engloutis dans des voitures de luxe, des voyages et des vols en jet privé.

L'ART DE LA FRAUDE

L'auteur d'un stratagème de contrefaçon de tableaux du célèbre artiste autochtone Norval Morrisseau sur plusieurs décennies a plaidé coupable de fraude.

David Voss a reconnu devant un tribunal de Thunder Bay (Ontario) avoir supervisé la production à la chaîne de milliers de faux, méfait représentant la plus grande fraude artistique du Canada.

Pour contrefaire les tableaux, Voss traçait des silhouettes au crayon et les numérotait par couleur pour son réseau de peintres, explique la CBC.

Les enquêteurs ont utilisé ces marques de crayon pour identifier une foule de faux produits entre 1996 et 2019.

L'accusé aurait vendu les tableaux à des maisons d'enchères et à des magasins de dépôts partout au pays. En 2023, la police accuse huit personnes relativement au stratagème et saisit plus de 1 000 tableaux suspects, dont certains s'étaient vendus des dizaines de milliers de dollars.

Norval Morrisseau, décédé en 2007, est considéré comme le père de l'art contemporain autochtone au Canada. Fondateur de la Woodland School, il était connu pour ses scènes traditionnelles aux couleurs vives.



LA MONTÉE DES SYNTHÉTIQUES

La police torontoise a arrêté une douzaine de personnes en lien avec un vaste stratagème de fausses identités qui a permis de soutirer près de 4 M\$ à des entreprises, dont plusieurs banques.

Depuis 2016, les suspects auraient ouvert des comptes bancaires et obtenu des cartes de crédit avec quelque 700 fausses identités, pour ensuite faire des achats en magasin et en ligne, des retraits d'espèces et des virements électroniques.

Il s'agit de « fraude par identité synthétique », utilisée couramment pour blanchir l'argent du crime (traite de personnes, trafic de drogues, vols à main armée).

Les policiers, qui ont saisi une douzaine de « matrices électroniques » servant à créer de fausses identités, des centaines de cartes de débit ou de crédit et 300 000 \$ comptant, croient que d'autres individus sont impliqués. L'enquête se poursuit.

DURABILITÉ

PERSPECTIVES

Partout, la durabilité prend de l'importance. Aidons les organisations à se préparer à la communication obligatoire d'informations sur le sujet.



ROSEMARY MCGUIRE

La durabilité figure désormais en tête des priorités des entreprises et des gouvernements, et divers pays, dont le nôtre, mettent en œuvre ou proposent de nouvelles obligations d'information en la matière. L'intégration de pratiques durables et l'amélioration de la transparence

ESG sont des points chauds pour les organisations.

Cet élan vient beaucoup des investisseurs qui recherchent des informations uniformes et crédibles pour éclairer leurs décisions. D'après un sondage mondial mené par PwC en 2023, les trois quarts des investisseurs et des analystes indiquent que la gestion des questions de durabilité importe dans leurs décisions d'investissement – mais, étonnamment, 94 % des répondants croient que l'information d'entreprise sur la performance en durabilité contient des affirmations non étayées.

Le Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (ISSB) a été créé dans le but d'élaborer des normes d'information sur la durabilité formant une base de référence mondiale pour les marchés financiers. En 2023, il a publié ses premières normes, sur les obligations générales d'information en matière de durabilité et sur les informations à fournir en lien avec les changements climatiques.

Maintenant, c'est la question de l'adoption qui capte l'attention. Des pays représentant près de 55 % du PIB mondial s'apprentent à mettre en œuvre les normes de l'ISSB. Plus tôt cette année, le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité (CCNID) a publié deux exposés-sondages identiques aux normes de l'ISSB, outre des allègements transitoires visant à accorder aux entreprises canadiennes plus de temps pour se conformer aux normes.

Le CCNID devrait publier ses normes définitives d'ici la fin de l'année, mais des questions subsistent : Quand et comment ces normes seront-elles intégrées dans la réglementation canadienne? Quelles entités devront les appliquer? Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières ont indiqué qu'elles

85 %

Pourcentage d'investisseurs et d'analystes qui considèrent qu'une assurance raisonnable (comme un audit des états financiers) leur donnerait confiance dans les rapports sur la durabilité.

examineraient les réponses à la consultation du CCNID pour décider comment aller de l'avant avec leur règlement sur l'information liée aux changements climatiques. Par ailleurs, de nombreux répondants ont souligné que la conformité à ces normes causerait des difficultés importantes à la plupart des entités, en particulier aux petites.

Bien que ces normes soient d'application volontaire pour le moment, les CPA ne devraient pas rester passifs pour autant. Car il faut déterminer les éléments pour lesquels des informations sont susceptibles de devoir être fournies, en comprendre les incidences potentielles sur les états financiers et mettre en place l'infrastructure appropriée pour améliorer l'information interne et externe.

Informations susceptibles de devoir être fournies

Il y aura obligation d'informations si les éléments sont significatifs. Le principal aspect de toute appréciation du caractère significatif consiste à bien comprendre l'utilisateur et quelles informations influenceront sa décision. C'est vrai tant pour l'information financière que pour l'information sur la durabilité. Or la définition d'informations significatives fournie dans les normes de l'ISSB correspond à celle des Normes IFRS de comptabilité : une information est significative si on peut raisonnablement s'attendre à ce que son omission, son obscurcissement ou son inexactitude puisse influencer les décisions prises par les investisseurs.





Cela dit, vu la nature et la complexité des questions liées à la durabilité, l'appréciation du caractère significatif n'est pas sans présenter son lot de difficultés. Cette appréciation repose grandement sur le jugement de la direction, et les entités doivent souvent tenir compte des incidences financières sur des périodes plus longues que celles visées dans la préparation des états financiers. Les entités devront aussi examiner les risques et possibilités que présente leur chaîne de valeur, notamment leurs canaux d'approvisionnement et de distribution.

94 % DES INVESTISSEURS CROIENT QUE LES RAPPORTS D'ENTREPRISE SUR LA DURABILITÉ CONTIENNENT DES AFFIRMATIONS NON ÉTAYÉES.

Information sur la durabilité et information financière

Il est important de faire le lien entre information sur la durabilité et information financière. IFRS S1 exige que soient fournies des informations qualitatives et quantitatives sur les incidences financières éventuelles des possibilités et risques liés à la durabilité. Les questions de durabilité peuvent aussi avoir une incidence sur les états financiers. Par exemple, les questions liées aux changements climatiques peuvent indiquer qu'un actif s'est déprécié ou influencer sur l'évaluation des actifs à leur juste valeur. L'International Accounting Standards Board a

entrepris de fournir d'autres indications et exemples sur la façon dont une entité applique les Normes IFRS de comptabilité pour communiquer les incidences de ces questions.

Les organisations doivent également évaluer les répercussions comptables de leurs engagements de carboneutralité. L'IFRS Interpretations Committee a récemment publié une décision quant à savoir si de tels engagements donnent lieu à une obligation implicite que l'entité doit comptabiliser. Pour le déterminer, il faut évaluer les faits et circonstances propres à chaque entité. Abordé à plusieurs reprises par le Groupe de discussion sur les Normes IFRS de comptabilité, le traitement comptable des crédits carbone fait également l'objet d'une surveillance accrue.

Au-delà des changements climatiques

Bien que l'accent ait principalement été mis jusqu'ici sur les changements climatiques, les CPA doivent voir que d'autres domaines retiennent l'attention et sont susceptibles d'être intégrés dans les normes d'information. En avril 2024, l'ISSB a annoncé que ses prochains projets de recherche porteront sur la biodiversité et le capital humain. Et plus de 300 organisations ont déjà adopté les recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative à la nature (TNFD) proposant un cadre d'information et de gestion des risques volontaire.

Préparation à la mise en œuvre

Selon une étude réalisée en 2024 par KPMG, seulement 29 % des entreprises sont prêtes à faire certifier leurs données ESG de façon indépendante. Il faut donc bien outiller l'équipe responsable de l'information sur la durabilité et préciser les exigences en matière de gouvernance des informations. Et consigner les processus et les contrôles. Et évaluer l'intégrité des données.

Tenez-vous au courant

La présentation de l'information sur la durabilité évolue rapidement. CPA Canada entend tenir ses membres informés et fournir aux entités des indications pour les aider en la matière. Consultez nos ressources élaborées dans le cadre de notre partenariat de renforcement des capacités avec l'IFRS Foundation. Nous vous encourageons aussi à faire partie du groupe de consultation du TNFD ou à suivre notre programme de certificat en information sur la durabilité. ♦

Rosemary McGuire est vice-présidente, Expérience des membres, à CPA Canada.

LITTÉRATIE FINANCIÈRE

JAMAIS TROP TÔT

Alliée à l'encadrement parental, l'utilisation efficace de l'IA par les enseignants peut aider les écoliers à acquérir des compétences essentielles à la prise de sages décisions financières.



ASHLEY DOYLE

Habitué aux médias sociaux, les écoliers du primaire sont exposés aux produits financiers dès leur plus jeune âge. L'éducation financière doit donc évoluer afin de favoriser le développement de leur pensée critique à cet égard. Et pour rendre l'apprentissage plus attrayant et plus accessible, il faut que l'enseignement tire parti de la technologie. Cette évolution permettra aux écoliers de prendre des décisions financières conformes à leurs valeurs et d'acquiescer la confiance nécessaire pour assurer leur bien-être financier.

Mésinformation et désinformation

Dans son rapport de 2024 sur les risques mondiaux, le Forum économique mondial cite comme principales menaces à court terme, au-delà des phénomènes météorologiques extrêmes, la mésinformation et la désinformation. En outre, depuis quelques années, la fraude financière augmente considérablement, et la tendance ne semble pas près de s'essouffler.

Face aux risques accrus que présentent les sites Web frauduleux et les hypertrucages, les nouvelles technologies offrent certains avantages, comme la capacité de l'IA de créer des parcours d'apprentissage personnalisés en éducation financière selon les connaissances et les compétences actuelles de l'apprenant. Et grâce aux simulations financières, de plus en plus répandues, les écoliers ont la possibilité de s'initier à la prise de décisions financières judicieuses.

L'éducation financière peut intégrer la technologie de l'IA dans le but précis de combattre la désinformation, mais avec discernement, en informant les écoliers des limites de l'IA. Par exemple, on peut optimiser l'évaluation d'un risque associé à une décision d'investissement au moyen de la visualisation de données et de l'IA explicable, mais dans la mesure où des institutions financières sont mises à contribution pour en accroître la fiabilité. Il est essentiel d'initier nos écoliers à la littératie financière d'une manière pertinente et adaptée à l'incertitude économique qui caractérise le monde actuel.



Les six chapeaux de la réflexion ont aidé des élèves à développer des compétences critiques en matière de prise de décision.

Initiation à la maison

Même en étoffant l'enseignement à ce chapitre, les études démontrent que ce sont les parents qui exercent la plus grande influence sur le comportement financier des enfants, et que les enfants de milieux socioéconomiques aisés sont mieux préparés à la gestion financière. Il n'est jamais trop tôt pour initier les enfants à la littératie financière en utilisant des scénarios concrets, en démystifiant les concepts et en employant une terminologie courante. Ainsi, les parents peuvent amener l'enfant à établir un budget d'épicerie, l'aider à distinguer les besoins des envies, fixer avec lui des objectifs et encourager la prise de décisions réfléchies en matière de dépenses. Cela dit, même si bien des partisans de l'enseignement relatif à la littératie financière affirment que cette responsabilité revient surtout aux parents, mieux outillés que jamais pour initier leurs enfants, il ne faut pas perdre de vue l'importance d'inculquer à tous les enfants les notions nécessaires pour évoluer dans un contexte économique complexifié.

Pour ce faire, les programmes scolaires doivent comprendre une éducation financière à jour. Jusqu'ici, l'enseignement visant la littératie financière a essentiellement reposé sur le transfert des connaissances. Mais au lieu de simplement expliquer les connaissances techniques à acquiescer, les enseignants doivent désormais apprendre aux écoliers comment réfléchir au moment de prendre des décisions financières.

Aiguiser les intelligences

Dans son ouvrage *Les six chapeaux de la réflexion*, l'auteur et philosophe Edward de Bono propose une méthode désormais répandue qui sollicite la pensée parallèle pour soutenir la prise de décisions. Cette méthode utilise une représentation visuelle de six chapeaux de couleurs variées, chacun correspondant à un point de vue distinct : neutralité, émotions, créativité, optimisme, pessimisme et organisation. En « portant » successivement chacun de ces chapeaux, les écoliers commencent très tôt à cultiver leur esprit critique, ce qui peut les aider grandement à prendre des décisions financières. En classe, ils apprennent à porter un chapeau à la fois en fonction de la décision financière à prendre, ce qui leur permet d'envisager plusieurs perspectives, donc d'éviter des décisions financières impulsives ou risquées.

L'Université de Cambridge estime que nombre des habitudes qui aideront les enfants à gérer leur argent sont déjà établies dès l'âge de sept ans. Il faut donc adapter le programme d'études primaires en fonction des mutations du paysage financier à l'ère des « influenceurs financiers ». Une méthode comme celle des six chapeaux de la réflexion permet de favoriser l'acqui-

sition d'une capacité durable de prendre des décisions financières de manière globale et structurée. Et comme le paysage économique devient de plus en plus complexe, il importe que les enseignants suivent le rythme des changements. L'intégration de l'IA à l'éducation financière permet aux écoliers d'accéder à cette technologie en évolution, et l'adoption d'une méthode comme celle des six chapeaux peut leur apprendre à

L'ÉDUCATION FINANCIÈRE PEUT INTÉGRER L'IA DANS LE BUT DE COMBATTRE LA DÉSINFORMATION.

bien réfléchir devant une décision financière. En procédant ainsi dès les premiers stades de l'enseignement, on amènera nos futurs dirigeants à prendre de judicieuses décisions économiques. ♦

Ashley Doyle est professeure agrégée à l'Université Acadia. Ses travaux portent sur les disparités en littératie financière au Canada et sur l'intégration des méthodes de réflexion à l'enseignement visant la littératie financière.

Le principal cabinet d'avocats fiscalistes au Canada.

Nous travaillons ensemble et partageons un engagement envers l'excellence dans tout ce que nous entreprenons.

EN NOMBRES

SOIF DE LÉGÈRETÉ

Le sans alcool attire de plus en plus d'adeptes, une popularité qui s'explique par un souci croissant des questions de santé chez les consommateurs, surtout les plus jeunes, et par un éventail toujours plus riche de vins mousseux, d'ales, de lagers et d'IPA non alcoolisés. Ces produits représentent aujourd'hui un marché mondial de 27 G\$ US, dont les projections de croissance annuelle des ventes d'ici 2030 s'élèvent à 7,8 % pour les bières, à 12,1 % pour les vins, et à 10 % pour les spiritueux. — Steve Brearton

Ventes de produits alcoolisés en baisse

Le recul de 1,1 % de la consommation d'alcool par volume au Canada en 2022-2023 marque une 2^e baisse annuelle consécutive.

Marché de la bière et du vin sans alcool : ventes annuelles de 27 G\$

Ventes mondiales de bières, vins et spiritueux sans alcool



23,12 G\$ US

Bières sans alcool

4,1 G\$ US

Vins sans alcool

104,3 M\$ US

Spiritueux sans alcool



Le marché canadien des bières sans alcool se chiffrait à **171 M\$ en 2023** (données canadiennes non disponibles pour les marchés plus modestes des vins et spiritueux sans alcool).

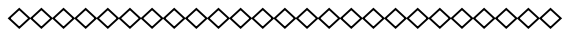
376

Bouteilles de bière standards de 341 ml consommées en moyenne par adulte au pays en 1975



191

Bouteilles de bière standards de 341 ml consommées en moyenne par adulte au pays en 2023



« Aucun effet bénéfique »

Les *Repères canadiens sur l'alcool et la santé*, publiés en 2023, concluent qu'un maximum de deux verres standards par semaine présente un faible risque pour la santé. Les recommandations précédentes préconisaient 10 verres par semaine pour les femmes, 15 pour les hommes. Boire de l'alcool, peu importe le type, « ne procure aucun effet bénéfique pour la santé », peut-on y lire.

Boire moins : une idée qui fait du chemin



41 %

Taux d'abstention complète ou partielle d'alcool pendant le Défi de janvier 2024

« Le succès du Défi de janvier témoigne de l'intérêt grandissant pour les produits non alcoolisés. De toute évidence, ce virage n'est pas qu'un effet de mode. Les tendances santé et bien-être influencent les préférences des consommateurs, et les exploitants doivent en tenir compte. »

— Mitch Stefani, directeur, Solutions clients pour les Amériques, à CGA by NIQ



Les Y et les Z, au-devant du virage sans alcool

L'Ontario a constaté une baisse de la consommation d'alcool chez les étudiants, passée de 66 % en 1999 à 41,7 % en 2019.

« Les jeunes ont leur santé et leur bien-être à cœur, et boivent donc moins », souligne Mitch Cobb, cofondateur et chef de la direction de la brasserie Upstreet Craft Brewing, qui produit les bières artisanales sans alcool Libra.

« Ils souhaitent pleinement profiter des moments entre amis. Sortir, manger, s'amuser, sans subir les contrecoups de l'alcool le lendemain. »



Au Canada, près d'une personne sur trois a déjà acheté ou consommé du sans alcool

Proportion d'adultes ayant acheté ou consommé des produits sans alcool, selon une enquête menée en 2023 par Narrative Research



30 %

Bière sans alcool



22 %

Vin sans alcool



18 %

Spiritueux sans alcool



Bon goût sans effets délétères

Des avancées rehaussent le goût : « Le "sans alcool" a longtemps rimé avec "sans saveur" », se souvient Steve Abrams, cofondateur de la brasserie torontoise Harmon's Craft, en entrevue pour *Food in Canada*. « On peut désormais ajouter le houblon de son choix pour reproduire le goût d'une vraie bière. »



Secteur en plein essor

67 % ↑

Croissance des ventes de sans alcool en 2023 à la Régie des alcools de l'Ontario, le plus grand détaillant de bière, vin et spiritueux au pays (des produits sans alcool ou à faible teneur en alcool y sont offerts depuis 2018).

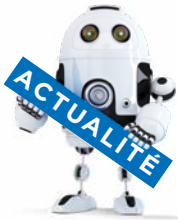
Nouvelles adresses

Le ZERO Cocktail Bar, à Toronto, et le Spilt Zero Proof, à Edmonton, offrent exclusivement des produits non alcoolisés. Depuis mars, le magasin Mocktails de Vancouver fait de même.

« À mes débuts, il existait à peu près trois produits, contre plus de 200 aujourd'hui, sur le marché canadien. »

— Gail Lynch, du ZERO Cocktail Bar





IA ET AUTOMATISATION : AU SERVICE DE L'ÉVALUATION D'ENTREPRISES?

Les EEE, à l'instar des CPA, font de l'IA et de l'automatisation leurs alliées.

PAR HEATHER BENNETT

Propulsée en tête des priorités en 2023, l'intelligence artificielle (IA) générative – qui permet de créer textes, images, musiques et codes analogues à des créations existantes – continue d'occuper une place prépondérante dans les discussions des conseils d'administration en 2024, car les entreprises passent de l'expérimentation à l'exploitation à leur avantage. En parallèle, les professionnels sont bombardés d'articles sur les risques de perdre leur emploi au profit des GPT (Generative Pretrained Transformer – transformeur génératif pré-entraîné) et autres technologies d'IA.

Les experts en évaluation d'entreprises (EEE), membres d'une profession canadienne réglementée par l'Institut des CBV, entendent ce refrain depuis des décennies, encore plus depuis que l'IA générative est entrée dans la culture populaire sous le nom de ChatGPT. Aux modèles d'évaluation automatisés (MEA) de biens immobiliers, créés dans les années 1950 pour faciliter des évaluations de masse assistées par ordinateur, ont succédé, dans les années 1980, des logiciels d'évaluation automatisée d'entreprises. Aujourd'hui, des logiciels réalisent des évaluations de façon autonome. Mais quelles sont les capacités et les limites de ces outils? Et dans quelle mesure sont-ils fiables?

Collecte de données. La collecte de données bénéficie grandement de l'automatisation, car la technologie permet d'extraire des données de diverses sources (états financiers, conventions entre actionnaires, contrats avec les clients, déclarations fiscales et autres documents réglementaires, procès-verbaux, etc.). Les professionnels, libérés

de cette tâche fastidieuse et répétitive, peuvent passer rapidement des formalités d'accueil des clients à des conversations constructives sur des facteurs de création de valeur.

Analyse de données. L'IA améliore considérablement l'efficacité et la solidité de l'analytique prédictive et de l'analyse de scénarios (par exemple, simulations de Monte-Carlo), deux techniques de modélisation complexes employées par les EEE. En réalisant l'analyse préliminaire de vastes ensembles de données, l'IA permet à l'évaluateur de mieux comprendre les données et de se concentrer sur des aspects essentiels, comme l'analyse du caractère raisonnable des données d'entrée, des hypothèses et de la conclusion sur la valeur.

LA SUPERVISION HUMAINE RESTE DE MISE, COMPTE TENU DES LIMITES ACTUELLES DE L'AUTOMATISATION ET DE L'IA.

Rédaction de rapports. Les logiciels destinés aux EEE automatisent le processus de rédaction des rapports grâce à la saisie des données dans un modèle de rapport personnalisé, conforme aux lois, règles et normes applicables, simplifient le processus d'évaluation, et permettent aux évaluateurs de communiquer plus rapidement leurs observations.

Évaluations en temps réel. Les marchés privés, qui devraient passer de 14 700 G\$ (actifs sous



gestion) à 20 000 G\$ ou plus d'ici 2028, nécessitent la production fréquente de rapports solides et transparents sur la juste valeur des portefeuilles comprenant parfois des centaines de placements privés dans différentes catégories d'actifs. Des évaluateurs chevronnés, en collaboration avec des experts en IA, ont créé divers outils pour répondre à un besoin pressant du marché.

L'exactitude des évaluations est garante de l'intégrité des marchés publics et privés, qu'il s'agisse d'évaluations d'entreprises, d'information financière ou de résolution de litiges. Toutefois, les gains d'efficacité que procure l'IA amènent bien souvent une dépendance excessive qui comporte des risques. Une évaluation n'est pas un simple processus mécanique; elle exige une formation spécialisée, un jugement professionnel éclairé, ainsi qu'une intégrité et une précision hors pair.

**180
MILLIONS**

Nombre de personnes qui utilisaient ChatGPT en décembre 2023, selon l'entreprise de gestion de messages-guides (prompts) d'IA, AIPRM.



Le terme « automatisé » semble peut-être faire référence à un processus complet, mais il n'en est rien. Les MEA et autres outils d'IA ont des capacités variables et, bien qu'ils simplifient les processus, ils requièrent une supervision humaine et un jugement professionnel.

Le jugement professionnel est indispensable, par exemple, pour choisir les bonnes méthodes d'évaluation, normaliser les états financiers, ajuster les paramètres d'évaluation selon les risques, évaluer les immobilisations incorporelles et valider ou ajuster les évaluations réalisées à l'aide de différentes méthodes.

Une supervision humaine est de mise, compte tenu des limites actuelles de l'automatisation et de l'IA. Les algorithmes fonctionnent bien en théorie, mais dans une vraie entreprise, c'est une autre histoire. En outre, la qualité des outils automatisés dépend des données qu'ils traitent : si elles sont inexactes, incomplètes ou biaisées, elles mèneront à des évaluations erronées qui peuvent entraîner des conséquences potentiellement graves. En tant que membres d'une profession réglementée, les EEE sont responsables de l'intégrité des données qu'ils utilisent dans leurs analyses.

En somme, même si les avancées technologiques comme l'IA et les MEA sont désormais incontournables dans le processus d'évaluation, les EEE demeurent essentiels pour préserver la solidité et l'intégrité tant du processus que des conclusions qui en découlent. Il ne fait aucun doute que la technologie peut être transformatrice, et que l'IA et l'automatisation transforment l'évaluation de toutes les catégories d'actifs. Elles permettent à l'évaluateur de se concentrer sur les tâches stratégiques. Étant donné la forte concurrence dans le secteur, il n'est pas surprenant qu'une demande existe pour de tels outils.

L'IA est là pour de bon et vient changer de façon permanente les méthodes de travail. Les EEE demeurent des précurseurs en matière d'IA, et leurs compétences en matière d'évaluation d'entreprises, de titres ou d'actifs sont reconnues à l'échelle mondiale. ♦

Heather Bennett, professionnelle chevronnée en évaluation d'entreprises, dirige des initiatives de réflexion et de formation à l'Institut des CBV. L'Institut des CBV réglemente la profession d'expert en évaluation d'entreprises. Il respecte les normes les plus élevées de pratique de l'évaluation d'entreprises grâce à la formation, à l'agrément et à la gouvernance des EEE dans l'intérêt du public.

LA

Touchés par l'inflation alimentaire, les consommateurs reprochent aux grandes épicerles canadiennes de gonfler leurs prix. Mais qu'en pensent les experts?

GUERRE DES

ÉPICERIES

PAR ANDREW RAVEN



En novembre dernier, le fil de discussion *Loblaws is out of control* (« Loblaws a perdu les pédales ») apparaissait sur Reddit. On y voyait des consommateurs frustrés se plaindre des prix élevés et partager des photos de poitrines de poulet à 13 \$ le paquet.

Avec le temps, une révolte généralisée s'est cristallisée contre Loblaws et sa société mère, Loblaw Companies, qui possède aussi Maxi et Pharmaprix.

La colère du public a naturellement éclaté, les prix ayant bondi de presque 25 % depuis 2020. S'ensuivirent des audiences parlementaires, une enquête du Bureau de la concurrence du Canada

et des menaces de plafonnement des prix pour les produits de base.

Quatre ans plus tard, deux questions importantes demeurent : Les grandes chaînes d'épicerie canadiennes gonflent-elles réellement leurs prix, ou sont-elles victimes des pressions inflationnistes mondiales? Et surtout, la consolidation des enseignes qui s'opère depuis trois décennies a-t-elle nui à la concurrence et laissé les Canadiens à la merci d'un oligopole alimentaire indestructible?

L'équipe de *Pivot* a soumis ces questions à un groupe d'experts, dont une militante, un initié du secteur et des CPA. Voici leurs réflexions.



Loblaws a été boycottée par de nombreux consommateurs en colère partout au Canada.

LA MILITANTE

Emily Johnson,
Gestionnaire de campagnes
pour la sécurité alimentaire



En novembre 2023, sur Reddit, Emily Johnson est tombée sur la photo d'une grossière jardinière à Loblaws. « Quelques branches et des rubans pour 85 \$ », se remémore-t-elle.

Amusée plus qu'autre chose, la travailleuse en santé mentale et toxicomanie lança son propre fil de discussion, *Loblaws is out of control*, pour dénoncer les prix élevés.

Elle était loin de se douter que son fil Reddit entraînerait un soulèvement contre la plus grande épicerie canadienne. En quelques mois, des dizaines de milliers de Canadiens s'y étaient abonnés. Galen Weston, alors président de Loblaw, est rapidement devenu la cible des publications, qui ont pris des airs anticapitalistes.

« La plateforme servait à exprimer colère et frustration pour beaucoup de personnes », explique la mère de deux enfants originaire de Milton, en Ontario.

« Nous devons faire plus pour responsabiliser les entreprises comme Loblaw. Leurs choix ont des répercussions sur le consommateur ».

Les modérateurs du fil Reddit ont appelé au boycottage de Loblaws et de ses entreprises affiliées en mai. Leurs demandes étaient claires : la suspension, pour 2024, des hausses de prix initiées par les détaillants, des prix plafond pour les produits de base et une liste des produits ayant subi une réduflation.

L'initiative a fait la une dans tout le pays, et selon un sondage Léger, 18 % des Canadiens y ont participé ou ont un membre dans leur foyer qui y a participé.

Emily Johnson, qui s'est entretenue avec le chef de la direction de Loblaw, Per Bank, au plus fort du boycottage, dit comprendre que les épiceries doivent composer avec la hausse des prix des fournisseurs et que la vente des produits s'effectue à marge réduite. Elle croit cependant que le manque de concurrence, dans un secteur dominé par cinq grands détaillants (voir l'encadré page suivante), fait monter les prix et nuit aux Canadiens.

« Quand l'inflation générale et l'inflation alimentaire reculent, mais pas les prix, il y a lieu de se demander ce qui se passe. »

La militante se concentre maintenant sur la création d'un organisme de bienfaisance qui défendra les intérêts de 9 millions de Canadiens souffrant d'insécurité alimentaire. L'importante participation au boycottage de Loblaws la rend optimiste : le Canada est enfin prêt à affronter la question.

« Le soutien reçu me donne bon espoir que de vrais changements sont à venir. »

Comment en sommes-nous arrivés là?

Zoom sur 30 ans de consolidation dans le secteur de l'épicerie.

Cinq géants – Loblaw, Sobeys, Metro, Costco et Walmart – dominent le secteur canadien de l'épicerie.

Ce manque de concurrence aurait contribué à faire augmenter les prix des denrées.

Le marché canadien de l'épicerie n'a toutefois pas toujours été aussi pyramidal. En 1986, dix grandes chaînes se partageaient le marché. Plusieurs enseignes, comme IGA et Safeway, ont été englouties par la concurrence dans une longue série de fusions. Voici quelques fusions notables :

1990
A&P et Steinberg

1992
Steinberg est divisé entre Metro, Provigo et IGA

1998
Sobeys et IGA

2005
Metro et A&P

2009
Loblaws et T&T

2013
Sobeys et Safeway

2013
Loblaws et Pharmaprix

2018
Sobeys et Farm Boy

2021
Sobeys et Longos



LE PROFESSEUR

Sylvain Charlebois
Directeur du laboratoire de sciences analytiques en agroalimentaire,
Université Dalhousie

Sylvain Charlebois, éminent chercheur en agroalimentaire, reconnaît que les épicerie sont en partie responsables de la hausse des prix. Mais le « professeur en alimentation » (*The Food Professor* sur X) pense que l'antipathie du public à leur égard est largement injustifiée.

« La plupart des gens simplifient le problème. Selon moi, il est beaucoup plus complexe. Les hausses de prix sont constamment attribuées aux épicerie, mais ce n'est pas comme ça que ça fonctionne. »

Sylvain Charlebois explique qu'une combinaison de facteurs, des changements climatiques aux goulots d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement, force les épicerie à augmenter leurs prix.

Il pense que certains termes comme « superprofits » et « cupidité » sont utilisés trop librement, surtout dans un secteur où les marges avoisinent les 3 %, ce qui est bien inférieur à la plupart des secteurs.

« Comment définir les superprofits ou la cupidité? », demande-t-il. « Personne n'a jamais clairement chiffré la cupidité ou déterminé comment



Jagmeet Singh, chef du NPD, a proposé de plafonner le prix de certains produits alimentaires.

la mesurer. Faut-il regarder les profits nets? Et quel est le seuil approprié? Deux, trois, quatre pour cent? »

Le chercheur dit avoir posé la question au chef du Nouveau parti démocratique, Jagmeet Singh, l'année dernière. (Le NPD a demandé l'établissement d'un prix plafond sur certains produits de base et l'imposition d'une taxe sur les profits excessifs aux géants de l'épicerie.) « Il n'a jamais pu y répondre », déplore-t-il.

Les opinions du *Food Professor* ont fait de lui un rival de choix pour les membres du fil *Loblaws is out of control*. Sa photo, aux côtés de Galen Weston et Per Bank, est

placardée à la une de la page, et les membres du groupe accueillent souvent ses apparitions dans les médias avec dédain, certains l'accusant de faire l'apologie des grandes épicerie.

Il est d'avis que les accusations de superprofits sont bourrées d'« idioties » et que bien des gens « n'ont aucune idée de la manière dont la distribution alimentaire fonctionne ».

Selon lui, le plus grand problème n'est pas l'inflation, mais la volatilité des prix, qui est en partie due aux frais d'étalage que les épicerie font payer aux fabricants.

Sylvain Charlebois espère que le nouveau code de conduite des épicerie, qui fait actuellement l'objet de discussions (voir l'encadré page suivante), atténuera cette volatilité.

« Le jeu de souque à la corde entre fournisseurs et épicerie pourrait être aboli, ce qui aurait une véritable incidence sur la concurrence et les prix, au fil du temps. »



L'INITIÉ DU SECTEUR

Richard Baker
Spécialiste en marketing alimentaire

Si quelqu'un sait comment fonctionne le secteur de l'épicerie, c'est bien Richard Baker. Depuis environ 15 ans, le spécialiste en marketing alimentaire aide les moyennes entreprises du secteur de l'alimentation et des boissons à se faire une place sur les étagères des épiceries.

Selon lui, les épiceries ne conspirent pas pour gonfler les prix. Il constate plutôt que ses clients et d'autres fournisseurs doivent composer avec la hausse incessante du prix des ingrédients, ce qui leur laisse deux choix : réduire la taille des produits, ou augmenter le prix pour les épiceries – et indirectement, pour les consommateurs.

Richard Baker croit que les marques et les épiceries sont injustement attaquées, y compris par les politiciens. Il cite l'exemple du président américain Joe Biden qui, dans son discours sur l'état de l'Union en mars, accusait Snickers d'avoir réduit la taille de ses barres chocolatées – une accusation démentie par la société.

« Ce qu'il ne dit pas, c'est que le prix du cacao a augmenté de 250 % au cours de la dernière année. Alors que devrait faire le fabricant? Déclarer faillite et cesser sa production? »

Richard Baker soutient que, depuis la pandémie, plusieurs facteurs (une pénurie de conteneurs, la guerre en Ukraine et les changements climatiques) ont contribué à la hausse du prix des ingrédients. En 2022, il s'est entretenu avec une fabricante de sauces piquantes qui souhaitait vendre ses produits dans les supermarchés canadiens. De 5,49 \$ US, elle avait dû faire passer le prix de ses sauces à 7,99 \$ US en raison de l'augmentation du coût des matières premières. Une telle hausse complique grandement toute percée dans les magasins.

« Désolé, mais ce n'est pas de l'opportunisme, lance Richard Baker. Il s'agit simplement des effets de la pandémie. »



Les chantiers navals ont connu des pénuries de conteneurs entraînant des problèmes d'approvisionnement, lesquels ont provoqué une hausse des prix des biens de consommation.

Et maintenant?

Un nouveau code de conduite pour combattre l'inflation alimentaire



Menaçant les grandes épiceries de légiférer, les gouvernements fédéral et provinciaux ont poussé le secteur à élaborer son propre code de conduite volontaire.

Ce code fournirait des règles équitables pour apaiser les relations entre les géants de l'épicerie et leurs fournisseurs, qui se plaignent souvent des frais arbitraires et des amendes salées qu'ils doivent payer.

Selon les experts, ces coûts sont souvent transférés aux consommateurs, ce qui contribue grandement à l'inflation alimentaire.

En vertu du nouveau code de conduite, les fournisseurs pourraient notamment faire appel à un arbitre pour régler certains litiges.

« Ça stabiliserait les prix », affirme Sylvain Charlebois, spécialiste de la chaîne alimentaire à l'Université Dalhousie. « Le jeu de souque à la corde entre fournisseurs et épiceries pourrait être aboli. »

Après des mois de résistance, Loblaw a finalement accepté de signer le code de conduite, emboîtant ainsi le pas à Metro et Empire, en précisant toutefois qu'elle le ferait si tous ses concurrents le font aussi.



Malgré des plaintes de plus en plus nombreuses, Loblaw, Sobeys et Metro ont enregistré des bénéfices combinés de 3,6 G\$ en 2022.

L'ÉCONOMISTE

David-Alexandre Brassard
Économiste en chef, CPA Canada



Depuis le début de la pandémie, les marges de profit des trois plus grandes épiceries canadiennes sont passées de 2 à 3,1 %, ce qui prouverait, pour certains, que les prix sont gonflés.

Pour David-Alexandre Brassard, économiste en chef à CPA Canada, ce n'est pas le cas. Selon lui, cette augmentation est plutôt l'effet d'une hausse de la demande, d'abord pendant la pandémie, puis plus récemment lorsque le Canada a ouvert ses portes à plus d'immigrants (dont plus de 400 000 nouveaux résidents permanents, en 2022 et en 2023).

« [Les épiceries] font plus de profits parce qu'elles ont plus de clients en magasin », explique l'économiste.

Loblaw, Sobeys et Metro ont déclaré des bénéfices combinés de 3,6 G\$ en 2022 selon le Bureau de la concurrence du Canada, tandis que le secteur dans son ensemble aurait généré des bénéfices de 6 G\$, selon le groupe de réflexion Centre for Future Work.

Ces petites sommes ont incité le NPD à accuser les grandes chaînes d'« opportunisme flagrant ». Le parti a en outre proposé d'imposer une taxe sur les profits excessifs aux épiceries et d'établir un prix plafond pour les produits de base, comme dans certains pays d'Europe.

David-Alexandre Brassard ne pense pas que ce genre d'interventions soit bénéfique.

« Je ne suis pas friand de ces arguments. Freiner la croissance [des bénéfices] ne fait que freiner la productivité et l'innovation. »

Il est d'avis que le gouvernement fédéral devrait plutôt encourager une plus grande concurrence dans le secteur, qui est dominé par Loblaw, Empire (propriétaire de Sobeys), Metro, Costco et Walmart. Mais vu le coût d'entrée sur le marché, il craint que les jeux soient faits.

« Les autorités auraient dû intervenir pour empêcher les épiceries d'obtenir un tel pouvoir. Aujourd'hui, leur capacité d'intervention est limitée. »

L'inflation alimentaire s'est stabilisée au cours des derniers mois, atteignant 1,5 % en mai, et certains consommateurs espèrent maintenant que les prix retomberont à des niveaux pré-pandémiques.

Cependant, David-Alexandre Brassard estime que c'est peu probable. « On ne voit jamais de désinflation en dehors d'une récession. »



La banque alimentaire de Calgary, comme beaucoup d'autres banques alimentaires, est confrontée à une hausse du nombre d'utilisateurs.

LA DÉFENSEUSE

Farhana Janmohamed, CPA, CMA
Trésorière, Banque alimentaire de Calgary

Avec la hausse du prix des aliments, de plus en plus de personnes sont menacées par la faim. En mars 2023, selon Banques alimentaires Canada, 1,9 million de Canadiens se sont rendus dans une banque alimentaire, ce qui représente un bond de presque 80 % par rapport à 2019.

Farhana Janmohamed, trésorière et membre du conseil d'administration de la banque alimentaire de Calgary, était aux premières loges de cet afflux. Le nombre de paniers distribués a doublé en cinq ans.

« Le besoin est plus urgent que jamais », souligne la trésorière.

Plus d'un tiers des clients de banques alimentaires ont un emploi, ajoute-t-elle, ce qui indique que les Canadiens n'en ont plus autant pour leur argent. Elle donne l'exemple d'une cliente, mère célibataire de deux enfants et travaillant dans la santé, qui



vient à la banque alimentaire pour « faire durer » sa paie.

« Nous voyons de plus en plus de travailleurs, et de plus en plus fréquemment. C'est inquiétant », observe Farhana Janmohamed.

« Quand ils font leur épicerie, nos clients évitent souvent d'acheter de la viande ou d'autres protéines coûteuses », précise-t-elle. Mais elle ne pense pas que les prix élevés des produits alimentaires soient les seuls responsables de la demande accrue. Selon elle, les loyers à la hausse, les frais de garderie exorbitants et d'autres facteurs s'ajoutent à la pression exercée sur les familles canadiennes.

« Tout coûte plus cher. »

Et selon elle, la situation ne changera pas de sitôt.

« Nous espérions que le nombre de visiteurs baisserait après la pandémie. Ça n'a pas été le cas. J'aimerais être plus optimiste, mais nous nous préparons à une hausse de la demande. »

Bien qu'on les blâme pour la hausse des prix, les grandes chaînes d'épicerie fournissent près de 80 % des denrées des banques alimentaires. C'est un pan de leurs activités qu'on a tendance à ignorer, admet Farhana Janmohamed. ♦

RAPPEL – AVIS DE CONVOCATION DES MEMBRES À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE

ASSEMBLÉE VIRTUELLE PAR WEBDIFFUSION EN DIRECT,
AU [HTTPS://MEETINGS.LUMICONNECT.COM/400-454-807-888](https://meetings.lumiconnect.com/400-454-807-888)

Avis est par la présente donné que l'assemblée annuelle de 2024 des membres de Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada) se tiendra exclusivement en ligne, par webdiffusion au <https://meetings.lumiconnect.com/400-454-807-888>, le 20 septembre 2024 à 11 h (HE), aux fins suivantes :

1. Dépôt des états financiers de CPA Canada pour l'exercice clos le 31 mars 2024 et du rapport de l'expert-comptable y afférent;
2. La reconduction du mandat de MNP SENCRL srl, Comptables professionnels agréés à titre d'expert-comptable jusqu'à la clôture de la prochaine assemblée annuelle ou jusqu'à ce que le cabinet cesse d'occuper ses fonctions, si cette date est antérieure;
3. Délibérations sur toute autre question dont l'assemblée pourrait être dûment saisie.

Le Conseil d'administration de CPA Canada recommande que les membres reconduisent le mandat de MNP à titre d'expert-comptable pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025.

Les états financiers de CPA Canada sont inclus dans le rapport annuel 2023-2024 au cpacanada.ca/AGA2024. Par ailleurs, tout membre peut, sur demande et sans frais, recevoir une copie des états financiers au siège de CPA Canada, ou encore par courrier affranchi ou par courriel, en écrivant au service à la clientèle serviceclient@cpacanada.ca de l'organisation ou en composant le 1-800-268-3793.

Les membres de CPA Canada au 15 août 2024 et les fondés de pouvoir dûment nommés pourront participer à l'assemblée, soumettre des questions et voter, le tout en temps réel, en se connectant au <https://meetings.lumiconnect.com/400-454-807-888> au moyen de la version la plus récente de Chrome, Safari, Edge ou Firefox sur leur ordinateur, tablette ou téléphone intelligent.

Votre vote est important. Pour prendre part à l'assemblée générale et y voter, vous devrez vous inscrire au <https://reg.lumiengage.com/cpa-canada-agm-2024>.

Des instructions concernant la participation à l'assemblée, dont un numéro de contrôle, vous seront envoyées par courriel d'ici le 20 septembre 2024.

Pour recevoir ce message, vous devrez vous inscrire au moyen du lien suivant : <https://reg.lumiengage.com/cpa-canada-agm-2024>.

Les membres qui sont dans l'impossibilité de participer et qui veulent être représentés sont priés de remplir le formulaire de procuration qui se trouve au cpacanada.ca/AGA2024.

Signé le 25 juin 2024.

Pour le Conseil d'administration,



Pamela Steer
Présidente et chef de la direction

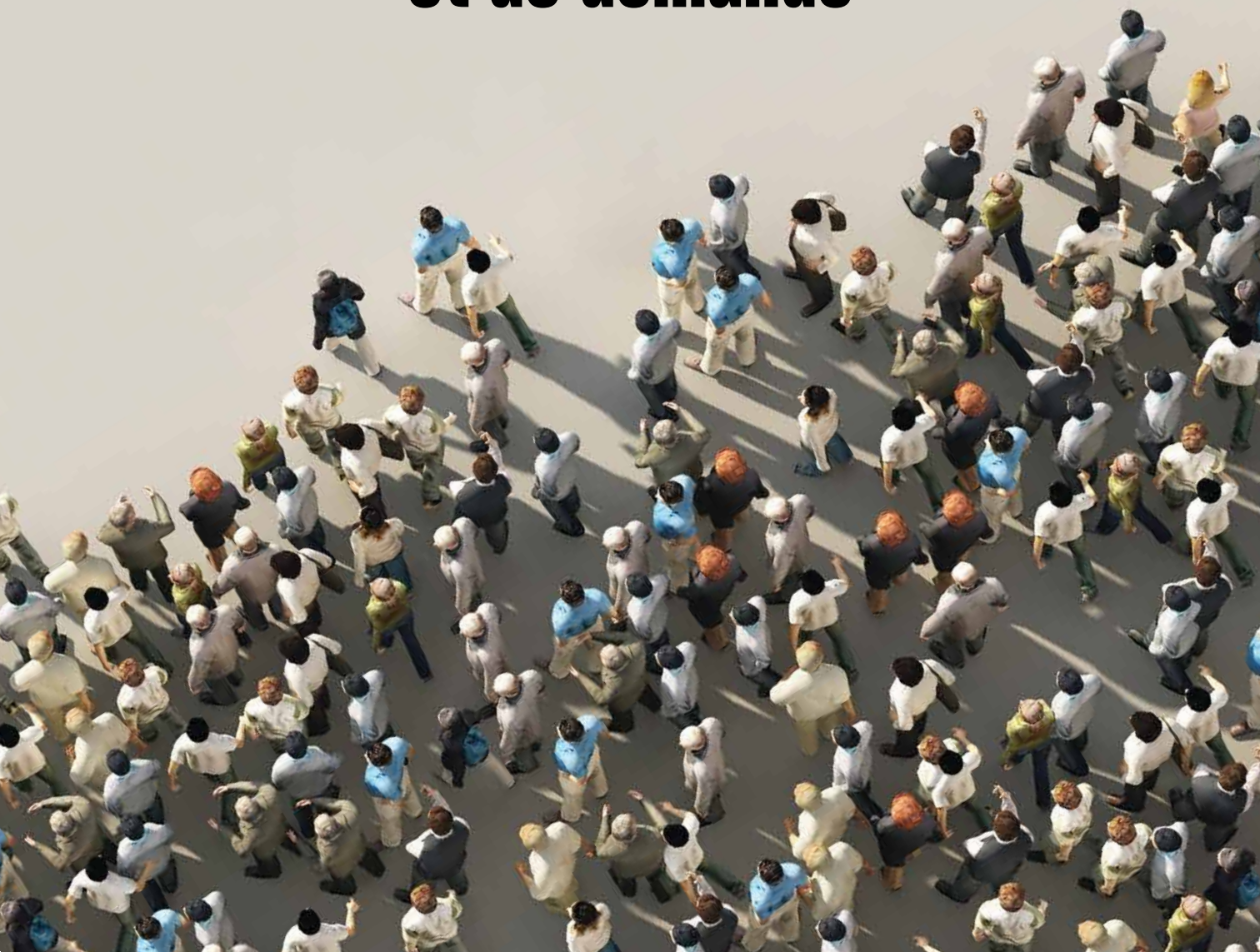
PAR JOHN LORINC

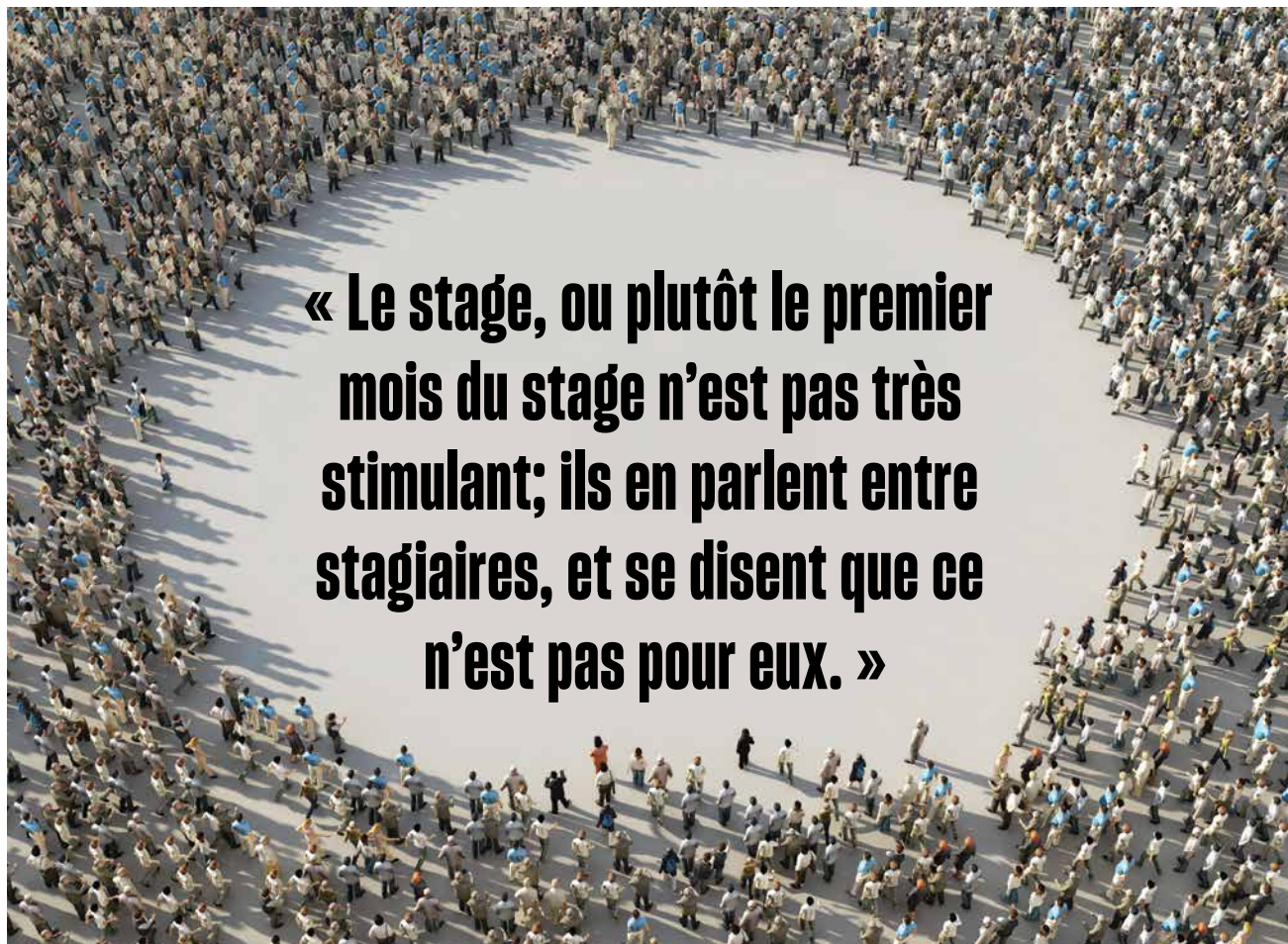
Une question d'offre



Le nombre de nouveaux CPA ne suffit pas
aux besoins; le moment est venu de montrer
aux jeunes que leurs valeurs s'inscrivent
dans l'avenir de la profession.

et de demande





« Le stage, ou plutôt le premier mois du stage n'est pas très stimulant; ils en parlent entre stagiaires, et se disent que ce n'est pas pour eux. »

Mitchell Stein, professeur associé en comptabilité et contrôle de gestion à la Ivey Business School, a récemment eu un entretien révélateur avec une étudiante de l'Université Western. Dans le cadre de sa majeure en psychologie, celle-ci a suivi un cours au choix en comptabilité des entreprises et, surprise! Elle a tellement apprécié la matière qu'elle a changé de discipline et s'est inscrite à la Ivey. Elle a ensuite obtenu un emploi d'été dans un cabinet comptable et a consulté le professeur Stein sur le programme menant à l'obtention du titre de CPA avant d'entreprendre son stage.

Le professeur l'a fortement encouragée à poursuivre ce cheminement, vu son aptitude pour la comptabilité. « Une chose m'a frappé, souligne-t-il. Elle m'a dit : "Je commence la semaine prochaine ou la suivante, mais je dois suivre des cours de rattrapage. Je vais l'essayer quelques semaines, mais si je n'aime pas ça, je laisserai tomber." »

Cet échange recoupe des commentaires semblables d'autres étudiants en commerce ou en comptabilité. « Le stage, ou plutôt le premier mois du stage n'est pas très stimulant; ils en parlent entre stagiaires, et se disent que ce n'est pas pour eux. »

D'autres enseignants en comptabilité soulignent l'existence d'un écart entre les attentes et la réalité, qui se dissipe lorsque les jeunes persèverent dans la profession. « On se fait peut-être de fausses idées par rapport aux réalités et aux perspectives de la profession, pense Catherine Barrette, professeure associée du volet enseignement de la Rotman School of Management. On pourrait croire à tort que la profession est un peu rigide, qu'elle limite les débouchés professionnels, ce qui est plutôt paradoxal quand on voit où aboutissent les CPA en milieu de travail 5 ou 10 ans après l'obtention de leur diplôme. »

Ce n'est pas d'hier que les jeunes papillonnent d'un domaine d'études et d'une expérience professionnelle à l'autre avant de trouver leur créneau. N'empêche, pour Mitchell Stein et bien d'autres enseignants en comptabilité, ces histoires, qui témoignent de l'effritement du prestige associé au titre de CPA, semblent aller à l'encontre de ce que vivent les membres de la profession. C'est ainsi que se dessine un déséquilibre, extrêmement inquiétant pour certains, entre l'offre et la demande de CPA.

D'après une enquête sur le marché du travail menée par CPA Manitoba, 45 % des comptables de la province sont

convaincus que la valeur du titre est demeurée constante, et 36 %, qu'elle a augmenté. Pourtant, comme dans bien d'autres provinces, les nouvelles inscriptions stagnent au Manitoba.

Alors que le nombre de CPA travaillant au Canada est resté essentiellement le même depuis 2011, la population, y compris le nombre de contribuables et la main-d'œuvre, a continué d'augmenter. Selon les données de CPA Canada, on recense aujourd'hui 20 % plus de petites entreprises qu'en 2011, mais les gains de productivité n'ont pas suivi la cadence.

Un sondage mené en ligne l'année dernière auprès de 200 gestionnaires des RH par la célèbre agence de placement Robert Half révèle que 90 % des entreprises peinent à pourvoir leurs postes en comptabilité, et plus du tiers craignent que les retards qui en résultent donnent lieu à des erreurs comptables. La moitié des répondants ont attribué la situation à un bassin de talents de plus en plus restreint. Aux États-Unis, selon le *Wall Street Journal*, les cabinets de préparation et les Quatre Grands se démenaient à la fin de 2023 pour trouver des comptables à l'étranger afin de respecter la date limite de production des déclarations.

Les conséquences de cette pénurie – pour les marchés financiers, les institutions publiques et les particuliers – sont larges. « On observe un déclin, et pas seulement au Canada », affirme Irene Wiecek, professeure de comptabilité à l'Institute for Management and Innovation de l'Université de Toronto, et représentante du Canada à l'International Panel on Accountancy Education de la Fédération internationale des comptables (IFAC). « Le coût pour la société est énorme. » Vu l'absence d'un effectif suffisant de CPA, les entreprises peinent à accomplir un large éventail de tâches, des contrôles internes à la présentation de l'information et à la conformité. Les gouvernements et la société, plus globalement, comptent sur la profession pour obtenir des conseils fiscaux, des services de perception d'impôt, et des services de certification qui garantissent l'intégrité des marchés publics. Il est donc raisonnable de conclure que les comptables jouent un rôle indispensable dans l'économie moderne, laquelle repose sur la richesse du secteur privé et sur la responsabilité gouvernementale de mobiliser les fonds nécessaires aux services requis dans une société hautement diversifiée.

« Les comptables accomplissent des tâches clés, comme l'administration fiscale des entreprises individuelles, qui touchent l'ensemble de l'économie, explique David-Alexandre Brassard, économiste en chef de CPA Canada. Les déclarations fiscales doivent être effectuées à faible coût et en temps opportun. S'il manque de comptables, les échéanciers deviennent un problème, tout comme les coûts. »

Irene Wiecek soulève d'autres préoccupations liées à la pénurie de comptables, comme les normes et règles de plus en plus nombreuses qui régissent la présentation d'informations quantitatives sur le rendement environnemental d'une entreprise. Elle cite les normes d'information sur la durabilité adoptées récemment par l'Union européenne, qui pourraient affecter les fournisseurs canadiens d'entreprises européennes.

« Tous les intervenants de la chaîne de valeur d'une entreprise européenne, y compris les entreprises non cotées, sont tenus de publier des informations supplémentaires, qui devront de surcroît être certifiées. »

On peut facilement comprendre l'incidence du déclin des inscriptions, mais il est plus complexe d'en cerner les causes, d'autant plus que le Canada n'est pas le seul à en souffrir. En effet, des tendances similaires sont observées aux États-Unis, en Europe et en Asie.

Les enseignants en comptabilité du Canada conviennent qu'ils doivent mieux faire connaître les vastes possibilités de carrière qu'ouvre un diplôme en comptabilité, afin d'attirer une jeune génération qui s'intéresse davantage à la durabilité et à l'analyse qu'à l'audit classique. Comme le dit Andy Thomas, vice-président, Formation, à CPA Canada : « Nous avons des histoires inspirantes à raconter. À nous de trouver comment mieux les communiquer ».



Depuis le début de la pandémie, les organismes comptables américains produisent des rapports statistiques inquiétants sur la pénurie de comptables, notamment sur le faible taux de rétention des étudiants en comptabilité. En 2023, l'American Institute of Certified Public Accountants (AICPA) révélait une chute d'un tiers du nombre de nouveaux candidats à l'examen d'agrément, passé de plus de 48 000 en 2016 à environ 32 000 en 2021. En 2022, ce nombre était inférieur à celui de 2006, année où l'on a commencé à enregistrer cette donnée, et les candidats étaient encore moins nombreux à réussir la quatrième partie de l'examen.

En 2023, une étude de l'Association of Chartered Certified Accountants (ACCA) a montré que la profession est mise à mal par des salaires stagnants, des ententes de travail hybride et de l'épuisement professionnel, alors que la mobilité professionnelle est blâmée pour la pénurie de talents. L'ACCA a conclu aussi que la technologie n'est pas étrangère au problème. L'évolution technologique rapide dans la profession en effraie certains, surtout les baby-boomers et les Y. D'autres craignent que le travail de comptable ne soit victime de l'IA, même si de l'avis de la plupart des experts, cela n'arrivera pas de sitôt, si jamais cela devait se produire.

André Bellefeuille, président et chef de la direction de l'École de gestion CPA Atlantique, souligne que son établissement a connu une légère hausse du nombre de nouveaux élèves en 2024, mais reconnaît la tendance générale à la baisse. Son analyse des causes fait état de plusieurs forces sociétales systémiques qui contribuent au phénomène. « Nous sommes témoins, dans la profession, d'une évolution semblable à celle qu'on voit dans les universités. Je pense que l'incidence de la démographie est plus grande qu'on veut bien l'admettre. »

Les postes dans la profession comptable – dans toutes les catégories d'emploi, en fait – se sont multipliés sous l'effet du

baby-boom, mais de nos jours, l'arrivée des nouveaux employés ne suffit plus à compenser les départs à la retraite. « Nous vivons les contrecoups de cette inversion démographique. Les employeurs doivent se demander si, maintenant qu'il y a des emplois à pourvoir en abondance, ils peuvent en attendre autant des employés potentiels que dans les années 1990, quand le chômage était endémique. »

David-Alexandre Brassard ajoute que l'âge moyen des comptables au Canada est de 47 ans, soit environ 5 ans de plus que l'âge moyen de la population générale. C'est pourquoi, dans l'univers comptable, on ressent la pression liée aux départs à la retraite et au remplacement plus tôt que dans d'autres secteurs et plus fortement qu'aux États-Unis, où le régime fiscal est moins complexe.

André Bellefeuille reste toutefois optimiste : les variations démographiques combinées aux tendances macroéconomiques régleront en grande partie le problème d'offre et de demande, croit-il. Les récessions mènent traditionnellement à une hausse des inscriptions aux programmes professionnels, dont la comptabilité; la récession post-pandémique ne fait pas exception. Les employeurs semblent aussi enclins à offrir des salaires plus concurrentiels pour contrer la hausse du coût de la vie causée par l'inflation. Dans un sondage mené par Robert Half l'année dernière, 45 % des cabinets ont mentionné offrir des primes de recommandation, 40 %, avoir augmenté le salaire de base, et 38 %, proposer des stages rémunérés.

Cependant, la tendance persistante pousse les enseignants en comptabilité à revoir leurs méthodes de recrutement et de rétention des étudiants, entre autres en signalant l'existence d'une foule de débouchés professionnels, au-delà du travail en cabinet.

« Plusieurs de nos étudiants travaillent en télécommunications, dans des banques ou de grandes sociétés canadiennes, sans jamais avoir mis les pieds dans un cabinet comptable pour obtenir leur titre de CPA, signale Mitchell Stein, de la Ivey Business School. Les jeunes pensent souvent devoir travailler pour l'un des Quatre Grands. Mais même les meilleurs suivent souvent des parcours très différents, mieux adaptés à leur réalité. »

Pour mieux véhiculer le message que des personnes de tous les horizons peuvent intégrer la profession et l'exercer dans des domaines diversifiés (durabilité, gouvernance des données, etc.), la nouvelle grille de compétences des CPA offre une souplesse accrue visant à attirer des candidats plus âgés, en réorientation de carrière ou de l'étranger, qui ont notamment de l'expérience comptable. « Nous peinons à reconnaître cette expérience et à en mesurer la valeur », reconnaît Andy Thomas.

La Rotman School of Management, quant à elle, est en train de repenser son cours d'introduction à la comptabilité générale donné aux étudiants de première année en commerce afin d'y intégrer, outre les notions de base, une perspective plus

large de la profession. « En changeant ce cours d'introduction pour le rendre plus représentatif des carrières possibles, nous offrirons une éducation plus pertinente aux étudiants, qui prendront alors de meilleures décisions. Nous espérons ainsi inciter certains d'entre eux à s'intéresser à la comptabilité. »

Andy Thomas constate que la trajectoire de la profession comptable est de moins en moins traditionnelle : « Je crois qu'en général, la jeune génération se penche sérieusement sur la durabilité et son incidence dans le monde. Or, nous avons l'occasion, dans la profession comptable, d'intégrer certaines de ces valeurs dans nos activités quotidiennes. »

Le caractère multidisciplinaire fait partie des attraits de ce genre de trajectoire, car les comptables devront désormais travailler avec des analystes et des ingénieurs pour bien évaluer les mesures associées à la durabilité des entreprises et le rendement carbone. « Seul un comptable sera à même de décider des mesures et objectifs pertinents, d'évaluer les paramètres, et de déterminer si l'organisation progresse, explique Irene Wiecek. Toutes ces tâches nécessitent un esprit comptable. Nous avons l'occasion de redéfinir la comptabilité et de souligner son incidence, au-delà des finances, sur la vie, la société, les organisations de partout dans le monde et l'environnement. »

Rosemary McGuire, vice-présidente, Expérience des membres, à CPA Canada, ajoute que la gouvernance technologique figure aussi parmi les domaines d'importance pour les comptables. « En effet, les comptables sont appelés à superviser l'utilisation responsable des technologies et à mettre en œuvre les systèmes et processus de contrôle appropriés. On a tendance à penser que les technologies comme l'IA vont remplacer les fonctions comptables, mais on oublie qu'elles ouvrent en parallèle un monde de possibilités tout en nous débarrassant des tâches routinières qui perpétuent les stéréotypes associés à la comptabilité. »

À la Ivey, Mitchell Stein signale à ses étudiants que, contrairement à un diplôme en droit, un diplôme en comptabilité permet d'acquérir des compétences analytiques très recherchées dans les organisations qui doivent composer avec des marchés fluides, des systèmes réglementaires en mutation rapide et l'avènement de technologies perturbatrices comme l'IA générative. En fait, par suite de l'investissement de 2 G\$ du gouvernement fédéral dans le domaine de l'IA et de l'arrivée d'un nouveau code de conduite pour les entreprises qui développent des IA génératives, les entreprises technologiques en essor auront encore plus besoin d'un vaste éventail de professionnels en gouvernance et finances, dont des CPA, pour gérer leur prochain cycle de croissance.

« La formation en comptabilité permet d'apprendre à cerner et à évaluer les problèmes de façon concise et à développer une expertise financière. Beaucoup d'étudiants ont l'impression qu'un emploi dans un cabinet les condamnera à rester auditeurs à jamais, mais pour peu qu'ils le veuillent, d'innombrables voies autres s'ouvriront à eux. » ♦

47

Âge moyen des comptables au Canada, soit cinq ans de plus que l'âge moyen de la population générale.

Vous vendez votre cabinet ?

CONTACTEZ-NOUS AUJOURD'HUI... ET VENDEZ D'ICÌ LA FIN DE L'ANNÉE !



NOUS LIVRONS DES RÉSULTATS - UN CABINET À LA FOIS

Sonia Albert
sonia@aps.net / 1 877 606-8622

Alan M. Liverman
alan@aps.net / 1 514 819-8088

Une bonne planification est cruciale !
Scannez le code pour une évaluation gratuite
et confidentielle de votre cabinet.

www.APS.net





Amanda Ram, directrice financière du Ballet national du Canada (Toronto)

Coulisses comptables

Défis et enchantement pour les CPA
du secteur des arts et loisirs

Dentelle, tulle et paillettes ornent le bureau d'Amanda Ram, CPA et directrice financière du Ballet national du Canada, au centre-ville de Toronto. « Les costumes brillent de mille feux sur scène, et sont encore plus éblouissants de près. Nos salles en sont pleines, et nos murs sont tapissés d'esquisses. » Corsages incrustés de pierres précieuses, tissus brodés d'or, coiffes extravagantes et tutus à plumes sont au nombre des trésors amassés au fil de grandes représentations, dont *Joyaux* et *Le Lac des cygnes*. « Lorsque le stress me gagne, je descends parfois en douce assister aux répétitions : ce foisonnement de créativité, c'est le meilleur des remèdes. »

Amanda Ram a fait ses premières armes chez EY, puis a occupé d'autres fonctions traditionnelles en comptabilité, avant qu'un collègue la recommande pour son poste actuel, en 2019. Danseuse à ses heures et amatrice d'art, elle a sauté sur cette occasion en or. « Pour la toute première fois, j'ai senti que ma carrière et mes passions ne feraient plus qu'un. J'en pleurais de joie. »

Aujourd'hui, elle fait partie des rares CPA à s'épanouir dans la sphère des arts et loisirs, un créneau aux défis et avantages uniques. Tandis que les spectateurs applaudissent, elle accomplit une foule de tâches clés à l'arrière-scène : production des déclarations de revenus, équilibrage des budgets, et planification à long terme pour assurer la santé financière de l'entreprise, garante de l'avenir des artistes.

Par
Liza
Agrba

Et c'est sans parler des questions propres aux règles fiscales transfrontalières, aux redevances et au caractère plutôt imprévisible de ce milieu. En l'absence de fins stratèges, on risque de courir au désastre. Qu'il s'agisse de conseiller des artistes ou de gérer les finances d'une organisation comme le Ballet national, l'incertitude est au rendez-vous.

« D'après mon expérience, art et chaos vont souvent de pair », confie Donna Branston, associée du cabinet comptable britanno-colombien DMCL. Cette CPA met à profit son expertise en comptabilité et en services de gestion financière auprès de musiciens – dont Bryan Adams et le duo pop Tegan and Sara – et d'autres acteurs du monde du spectacle. « Pour satisfaire aux besoins de cette clientèle, le 9 à 5 ne suffit pas. Avant mon dernier voyage, j'avais informé mes clients que je serais seulement disponible en cas d'urgence... et j'ai reçu un appel FaceTime d'un client privilégié sur une plage d'Hawaï. J'ai répondu, et c'était bel et bien important, mais j'en suis arrivée à la conclusion que travailler en maillot de bain, ce n'est pas trop ma tasse de thé. »

Selon Donna Branston, les CPA qui veulent faire carrière dans ce milieu doivent avoir un seul mot d'ordre en tête : flexibilité absolue. Même les deux pieds dans le sable ou plongé dans un bon livre, on travaille sans répit. Les clients qui téléphonent en soirée ou la fin de semaine ont besoin de réponses rapidement. Pensons, par exemple, à un gérant de tournée paniqué qui a des questions pressantes sur la structure de rémunération d'un spectacle en cours. « Les imprévus sont monnaie courante. Pour réussir, il faut s'adapter, jongler avec de multiples priorités et déborder d'ardeur. »

« Les imprévus sont monnaie courante. Pour réussir, il faut s'adapter, jongler avec de multiples priorités et déborder d'ardeur. »



Des costumes tels qu'on peut en voir dans des ballets comme *Joyaux* et *Le Lac des Cygnes*.

Cette vocation a toutefois le mérite d'ouvrir les portes d'un vaste univers créatif, ainsi que l'accès aux coulisses (Donna Branston y est presque abonnée). Et outre les avantages, savoir que l'on contribue au succès d'un spectacle est gratifiant en soi. « Soutenir les artistes, veiller à leur tranquillité d'esprit en matière de finances est une immense source de satisfaction », déclare Philip Goldband, associé directeur à la division Gold Entertainment Accountants, axée sur l'industrie culturelle, de G&G Partnership.

Pour son équipe, le défi consiste à suivre la cadence. Quel que soit le secteur d'activité, les CPA sont confrontés à de nombreuses difficultés, mais en arts et loisirs, la gestion de crise fait partie du train-train quotidien. « Ce qui distingue les artistes des autres clients? Le degré d'urgence de leur première requête. Souvent, c'est une lettre de l'Agence du revenu du Canada (ARC) qui sonne l'alarme : ils ont négligé de produire plusieurs déclarations, malgré leur succès et les cachets qui

viennent avec. En tant que CPA, il faut savoir prendre le taureau par les cornes. »

Prenons le cas d'un doubleur qui n'était plus résident canadien à des fins fiscales après quelques années passées aux États-Unis pour y travailler, mais qui revient au pays pour de bon. En raison de graves problèmes de santé, il a accumulé du retard dans la production de ses déclarations, des deux côtés de la frontière, et tant l'ARC que l'Internal Revenue Service (IRS) risquent de lui imposer de lourdes pénalités. Il doit redresser sa situation sans tarder.

L'équipe de Philip Goldband évalue les déclarations à produire et les structures d'entreprise dans les deux pays, tâche à laquelle a failli le précédent comptable américain. Grâce à des processus simplifiés, le client évite des frais considérables liés aux déclarations américaines de particuliers. De plus, les conseils de l'équipe mènent à la dissolution de sa société des États-Unis : l'exploiter en tant que résident du Canada n'apporte aucun avantage.

Les branches américaine et canadienne du cabinet collaborent pour préparer les documents nécessaires (ce qui n'est pas une mince affaire!), notamment en recourant au Programme des divulgations volontaires (PDV). Le dossier est toujours entre les mains de l'ARC, mais le doubleur peut maintenant se concentrer sur sa carrière et dormir sur ses deux oreilles.

« Dans notre secteur, il n'est pas rare de voir des clients désespérés fondre en larmes », relate Oksana Bernatonis, associée directrice et collègue de Philip Goldband à Gold Entertainment Accountants. « Des artistes talentueux et accomplis défilent dans nos bureaux, incapables de vivre de leur passion en raison de non-conformités. Pour éviter les casse-tête fiscaux et mettre ses énergies sur l'essentiel, mieux vaut faire appel à un comptable de confiance dès le début. »

Les tournées et autres activités lucratives aux États-Unis sont le lot de bien des artistes canadiens; une bonne compréhension des différentes règles fiscales est donc de mise. Au début de sa carrière, Donna Branston



Donna Branston, associée du cabinet comptable DMCL (C.-B.), spécialisé dans les services financiers liés au monde du spectacle



Philip Goldband (à gauche) et Oksana Bernatonis, respectivement associé directeur et associée directrice à Gold Entertainment Accountants

« Soutenir les artistes, veiller à leur tranquillité d'esprit en matière de finances est une immense source de satisfaction. »

n'avait aucune intention de se spécialiser en fiscalité américaine, car le sujet ne l'intéressait pas. Or, elle a tôt fait de comprendre qu'une telle expertise lui serait indispensable. Comme quoi il ne faut jamais dire jamais. Mentionnons par ailleurs que les artistes étrangers de tous calibres sont assujettis à une retenue d'impôt de 30 % aux États-Unis, et que l'IRS applique désormais cette réglementation avec une main de fer. Une surimposition guette celles et ceux qui n'ont pas fait leurs devoirs.

Les compétences générales, si précieuses pour l'ensemble des CPA, jouent un rôle d'autant plus crucial lorsqu'on exerce au sein de l'industrie culturelle. « La plupart des gens créatifs montrent peu d'intérêt pour la fiscalité, et en maîtrisent moins bien les concepts que les autres clients, analyse Philip Goldband. Nous

devons donc redoubler nos efforts de vulgarisation. »

Et c'est sans parler des collaborations difficiles. Par exemple, un acteur dont les déclarations de revenus (des particuliers et des sociétés) accusaient plus de 10 ans de retard a déjà donné bien du fil à retordre à Gold Entertainment Accountants. « Habituellement, nous sommes plutôt doués pour obtenir les renseignements nécessaires auprès des clients. Dans son cas à lui, nous avons dû revenir à la charge pendant deux ans », raconte Oksana Bernatonis.

Le processus a enfin pu suivre son cours lorsque l'acteur a engagé un gérant, qui s'est occupé de transmettre les documents. Mauvaise nouvelle : son impôt à payer avoisinait les 500 000 \$, pénalités et intérêts en sus. En réalité, il n'avait jamais inscrit sa société au fichier de la TVH, en dépit du fait que ses fournitures taxables dépassaient nettement le seuil établi. « Nous avons préparé ses déclarations manquantes et soumis une demande en vertu du PDV relativement à la TVH. Maintenant, il peut tourner la page : tout est en ordre, et il a obtenu le contrat le plus lucratif de sa vie aux États-Unis. » La désinvolture a peut-être fait le charme de James Dean, mais dans la réalité, elle ne met aucun artiste à l'abri des vérifications fiscales.

Ces situations requièrent d'excellentes compétences générales, indispensables pour préparer les CPA à affronter les crises organisationnelles. Moins d'un an après son arrivée au Ballet national, Amanda Ram a dû relever ses manches pour braver la tempête causée par la COVID-19. Dans un tel contexte, la CPA ne pouvait pas compter uniquement sur ses aptitudes stratégiques pour garder l'organisation à flot. Elle s'est évertuée à protéger les artistes et autres membres du personnel, à négocier les réductions salariales avec les syndicats et employés, à obtenir une aide gouvernementale et à gérer adroitement les flux de trésorerie afin que le rideau puisse se lever à nouveau. Vu l'impossibilité de remplir les salles – restrictions sanitaires obligent –, équilibrer coûts et chiffre d'affaires s'est avéré un exercice délicat.

« Dans ce milieu, la mission de l'organisation doit être au cœur de chaque décision, souligne



Banksy a réussi à cacher son identité pendant des années, même s'il déclarait ses revenus.



Ikram Zouari, chef des finances au Centre national des Arts (Ottawa)

Amanda Ram. Les CPA ne peuvent se passer de compétences générales, comme la négociation, la communication et la collaboration. Ces atouts me servent tout autant que mes compétences techniques, par exemple pour établir de bonnes relations de travail ou trouver des solutions financières en concertation avec des personnes non rompues aux finances. »

Selon elle, veiller à la pluralité des points de vue présente le double avantage de favoriser la diversité et l'inclusion, et d'attirer un plus vaste éventail de spectateurs. La priorité de son équipe? Trouver des administrateurs, des danseurs et des chorégraphes de tous horizons afin de mettre en valeur le côté ludique et accueillant de l'univers du ballet, et d'en démentir la réputation d'art guindé et élitiste.

De toute évidence, la pandémie a eu des conséquences négatives sur l'ensemble des organismes culturels. Celles-ci se font encore sentir, selon Ikram Zouari, CPA, chef des finances au Centre national des Arts, à Ottawa. On observe une baisse généralisée des ventes, et la chute de 20 % de la fréquentation semble vouée à se pérenniser. Plusieurs facteurs entrent en jeu : l'inflation et l'instabilité économique (qui forcent les consommateurs à revoir leurs priorités), le contexte politique incertain et l'avènement d'arts numériques ou hybrides. Comment gérer cette crise plurielle? Ikram Zouari invite les CPA à miser sur des stratégies éprouvées.

Au travail, elle crée des modèles financiers, surveille les dépenses de près (clé d'une viabilité à long terme), extrait des données pour mieux informer les donateurs et investisseurs, et collabore avec d'autres divisions ou organisations pour combler le fossé entre les coûts de plus en plus élevés et les spectateurs de moins en moins nombreux. « Les CPA de demain devront conjuguer expertise financière, compétences générales et vision globale. »

À l'instar d'autres CPA, Ikram Zouari a plongé dans le milieu de la culture par intérêt personnel. Inspirée par son père, peintre et calligraphe, elle nourrit depuis sa plus tendre enfance une véritable passion pour l'art. La passion, voilà l'ingrédient secret pour surmonter les embûches de ce secteur d'activité. L'art fait partie d'un tout : pour garantir le succès d'un spectacle, il faut que les CPA, tout comme les artistes, entrent en scène.

Même si, de prime abord, « art » ne rime pas avec « comptabilité », Ikram Zouari estime que ces deux secteurs présentent une quantité surprenante de points communs. « À mes yeux, la comptabilité est une forme d'art, qui se décline en plusieurs courants, dont l'interprétation de l'information financière; la communication des faits grâce aux données; et l'analyse des facteurs qui sous-tendent les ratios et indicateurs financiers clés. Les réponses se trouvent parfois entre les lignes, et il revient aux CPA de décrypter le tout. » ♦



Obtenez la nouvelle solution rentable qui vous fera gagner du temps

Répondez aux besoins de vos clients plus rapidement avec les outils que vous connaissez. QuickBooks Grand livre est idéal pour la clientèle de fin d'exercice ou pour les clients qui ont plusieurs entreprises, dont des entités inactives.



CERTIFICAT EN PRATIQUE DE LA FISCALITÉ CANADIENNE

ORIENTEZ VOTRE CARRIÈRE VERS LA FISCALITÉ CANADIENNE



CARACTÉRISTIQUES DU PROGRAMME

- Programme complet axé sur la pratique et la mise en application
- Formation dispensée en ligne sur la plateforme Zoom
- Un cours par semaine, de soir
- Formation d'une durée de six mois
- Enseignement donné par des formateurs d'expérience et des fiscalistes réputés, en anglais



ÉCLAIRAGE

CHANGEMENT EN TÊTE

À 10 ans, Betty Ferreira a fait une rencontre qui a marqué un tournant dans sa vie et celle de milliers de personnes. À présent, elle met ses compétences de CPA et son sens des affaires au service du secteur philanthropique. **PAR ALI AMAD**

Dans un Canada en pleine reprise post-pandémique, le secteur des OSBL continue de se heurter à de profonds défis pour s'adapter aux nouvelles réalités mondiales. De l'inégalité croissante des revenus, de l'inflation et de l'inaccessibilité au logement naît une demande sans précédent pour les services offerts par les quelque 170 000 OSBL et organismes de bienfaisance enregistrés au pays.

Selon CanaDon, un Canadien sur cinq utilise des services de bienfaisance pour répondre à ses besoins essentiels, et près de 60 % des organismes de bienfaisance peinent à répondre à la demande. Et cette demande criante se manifeste à un moment où les dons chutent. Déjà, en début de pandémie, le taux de Canadiens faisant des dons était en baisse depuis 11 années consécutives, ayant reculé de 23,4 % en 2010 à 17,7 %

LES OSBL DOIVENT REPENSER LEUR FAÇON DE VOIR LES CHOSES, ET GÉRER DES RISQUES NOUVEAUX ET INCONNUS.



en 2021. Traversant une période tumultueuse, le secteur cherche à se doter de stratégies innovantes ainsi qu'à tirer parti des technologies comme l'IA pour optimiser ses ressources et maximiser son rayonnement. C'est ici que Betty Ferreira entre en jeu.

Fondatrice de ReStructure Consulting, une société de conseil en gestion de Toronto qui fournit des conseils stratégiques et financiers à des organismes communautaires, Betty Ferreira compte des décennies d'expérience et est nourrie par une quête entreprise dès l'âge de 10 ans. En effet, tout a commencé lorsque, un jour d'hiver, accompagnée de son père, elle a vu pour la première fois une personne sans-abri. Elle revoit cet homme qui gisait sur le trottoir

glacé et humide. Elle se souvient s'être sentie troublée et avoir voulu lui venir en aide sur-le-champ. Elle ne pouvait concevoir qu'aucun programme n'avait été créé par le gouvernement pour empêcher que des gens se retrouvent à la rue.

Il n'en fallut pas plus pour que Betty Ferreira décide de faire carrière dans le secteur des OSBL. Jeune adulte, elle devient bénévole auprès d'Eva's Place, initiative visant à ouvrir

un refuge pour les jeunes sans-abri du Grand Toronto. Après avoir obtenu un baccalauréat en sociologie de l'Université de Toronto, elle commence à travailler à temps plein à Eva's Place, où elle supervise la collecte de fonds et veille à l'organisation de l'ouverture du refuge en 1994.

« Cette expérience m'a fait comprendre l'importance du financement pour la survie des OSBL, affirme la philanthrope. J'ai vu de nombreux refuges pour jeunes éprouver des difficultés dues à des compétences financières limitées. »

Betty Ferreira a elle-même connu son lot de difficultés en la matière, en particulier lorsqu'elle a occupé le poste de directrice générale par intérim à Eva's Place. « À un certain point, j'avais peur que le trésorier me pose une question à laquelle je ne saurais répondre. Je me suis dit qu'il fallait que ça change, et j'ai décidé de me spécialiser en financement. J'ai commencé par enrichir mes connaissances, pour constater qu'aider d'autres OSBL me procurait beaucoup de satisfaction. »

Après presque 10 ans à Eva's Place, Betty Ferreira quitte l'organisme pour relever de nouveaux défis, avant de lancer ReStructure Consulting en 2005. Désireuse de renforcer ses compétences, elle devient CPA en 2013. Par le truchement de ReStructure, l'entrepreneuse conseille de nombreux organismes de bienfaisance, fondations,

entreprises sociales et services locaux d'administrations publiques. Son approche lui permet de créer des stratégies à long terme en matière de leadership et de finance. En 2018, on lui décerne le titre de FCPA pour les efforts qu'elle a déployés afin de promouvoir le financement des OSBL.

Cependant, ses efforts ont permis avant tout de faire évoluer les mentalités de dirigeants et d'employés d'OSBL en leur montrant comment accepter le changement. La clé selon elle : miser sur l'inclusion, la mobilisation et la prise en compte des points de vue des parties prenantes.

Betty Ferreira a aussi amené certains clients à renverser les stéréotypes souvent véhiculés dans le secteur. « Quand il s'agit de financement, certains clients ont un état d'esprit de pénurie. Ils sont convaincus que le sous-financement est la règle dans le milieu, dit-elle. C'est à la fois vrai, et faux! Cette mentalité affaiblit perpétuellement le modèle économique des organismes, même lorsqu'il est possible de faire mieux. »

Dans un monde imprévisible où tout évolue rapidement, le travail de Betty est plus nécessaire que jamais. Surtout au Canada, où les OSBL génèrent environ 8 % du PIB et emploient 10,8 % de la main-d'œuvre à temps plein. « Les organismes doivent repenser leur façon de voir les choses, mettre à profit de nouvelles méthodes, et gérer les risques nouveaux et inconnus », explique Betty Ferreira, qui conseille à ses clients d'adopter des approches novatrices comme la fusion ou la prestation conjointe de programmes avec des organismes analogues, des modèles de rémunération à l'acte, ou même le recours à des spécialistes de l'IA et du marketing pour doper leurs activités de financement et leurs services.

En 2018, elle lance sa deuxième entreprise, Goodcasting, qui lui permet de proposer des services de conférence, des formations et des services-conseils aux entités à vocation sociale. « Il reste beaucoup à faire », admet la CPA philanthrope, qui offre des webinaires sur le financement ainsi

que des conférences sur la gestion en entreprise et en milieu communautaire. Trente ans après l'ouverture du refuge Eva's Place (devenu Eva's Initiatives for Homeless Youth), la demande pour ses services n'a malheureusement jamais été aussi forte. C'est aussi la réalité de nombreux OSBL qui répondent à des besoins essentiels, comme se nourrir et se loger. Néanmoins, Betty Ferreira demeure optimiste quant à la capacité des OSBL à s'adapter et à réussir. « La pandémie a incité les OSBL à diversifier leurs sources de revenus et à explorer de nouveaux modèles économiques, explique-t-elle. Le regain d'intérêt pour le financement social et la refonte du modèle économique traditionnel du secteur philanthropique m'inspirent, et je suis fière d'avoir un siège à la table. » ♦

À TABLE

SAUVETAGE ALIMENTAIRE

Moins de gaspillage, plus d'économies : la mission du créneau de la seconde vie en alimentation.

PAR SARAH MACDONALD

Ça nous est tous déjà arrivé : on se laisse tenter par un petit casseau de fruits à l'épicerie, puis on l'oublie au fond du frigo. Le gaspillage est malheureusement le pain quotidien du secteur agroalimentaire. De la ferme à l'épicerie, en passant par les restos et les services de traiteur, la chaîne est une véritable passoire. De fait, chaque année, il se perd 50 millions de tonnes de nourriture au Canada, dont 60 % pourraient être récupérées. Parallèlement, l'inflation fait grimper les prix au point de plonger une bonne partie de la population dans l'insécurité alimentaire. Mais, bonne nouvelle : des organisations canadiennes ont fait de la lutte contre ces deux fléaux leur raison d'être.



Le gaspillage alimentaire s'explique par plusieurs facteurs : une carotte à la drôle de forme, un pain bientôt périmé, un surplus inattendu... Et il pèse lourd sur la planète, mais aussi sur notre portefeuille.

« On a commencé à prendre la question au sérieux pendant la pandémie. D'une part, les chaînes d'approvisionnement étaient perturbées, et d'autre part, confinement oblige, on avait davantage conscience de tout ce qu'on gaspillait, résume Jo-Ann McArthur, présidente et associée fondatrice de Nourish Food Marketing. Aujourd'hui, l'inflation nous appelle encore plus à la vigilance. » Une nouvelle philosophie a ainsi germé sur le marché : celle de donner une seconde vie aux aliments.

« Ce que je veux, c'est qu'aucun enfant n'ait le ventre vide », déclare le chef Jagger Sean Gordon, fondateur de Feed It Forward. L'étincelle a jailli chez lui lorsqu'il a constaté aux premières loges, en travaillant dans les cuisines de restaurants, le gaspillage massif d'aliments qui auraient pu servir à des ménages en difficulté. Son OSBL s'attaque au problème de

DEPUIS SA CRÉATION EN 2016, FLASHFOOD A GÉNÉRÉ PLUS DE 250 M\$ D'ÉCONOMIES POUR SES UTILISATEURS.

plusieurs manières. L'entrepreneur a notamment ouvert, il y a six ans, une minicafétéria où les étudiants du Humber College de Toronto peuvent, moyennant un montant à la mesure de leurs moyens, manger sur le pouce des repas nutritifs (soupes, ragoûts, chilis) cuisinés avec des ingrédients de saison. Encouragé par le succès de l'initiative, il s'est mis à chercher d'autres solutions faisant intervenir à la fois esprit de communauté et gestion consciencieuse des ressources.

Toujours à Toronto, Feed It Forward a maintenant une épicerie qui reçoit de chaînes comme Loblaws et Whole Foods ce qui serait destiné à la poubelle, et où la clientèle paie, encore ici, ce qu'elle peut. L'organisation est dotée

d'une flotte de 33 véhicules, dont des camions qui distribuent des denrées dans différents quartiers, et exploite une ferme où des bénévoles aux doigts verts cultivent des fruits et légumes pour son épicerie. En plus de vouloir récupérer de la nourriture qui aurait été gaspillée, Jagger Sean Gordon se donne comme mission de rendre notre alimentation plus variée et plus intéressante.

Le secteur technologique a aussi une place à table. Des applis comme Too Good To Go permettent de se procurer certains invendus (par exemple, des produits de boulangerie de la veille). L'appli Flashfood s'associe à des épiceries canadiennes et américaines pour vendre au rabais (parfois à moitié prix) des fruits et légumes, de la viande et d'autres produits qu'on allait jeter. L'épicier choisit chaque jour ce qu'il y affichera. Les clients cherchent avant tout à économiser, souligne Esther Cohn, directrice des communications. Le produit vedette de Flashfood? De généreuses boîtes de fruits et légumes variés. Depuis sa création en 2016, Flashfood a généré plus de 250 M\$ d'économies pour ses utilisateurs et sauvé du dépotoir quelque 100 millions de livres de nourriture.

Le principal obstacle du recyclage alimentaire, c'est la perception que les produits sont moins frais ou de qualité moindre, voire bons pour les ordures, déplore Jo-Ann McArthur. Et pourtant. « Ce choix n'est aucunement synonyme de compromis. »

Esther Cohn abonde dans le même sens en proposant une analogie entre de telles applis et les friperies, où la qualité et l'accessibilité sont devenues les principaux attraits. Pour s'attaquer au gaspillage alimentaire, il faut montrer qu'on reçoit de bons produits à prix moindre. « Les aliments annoncés sur Flashfood ne sont pas de seconde qualité. Fruits et légumes, viande, poisson et produits laitiers, énumère-t-elle, c'est ce qui se perd le plus souvent, et c'est aussi ce qui coûte le plus cher. »

Dans un contexte de flambée des prix, les organisations de cette filière nourricière offrent une seconde vie aux aliments – et éveillent l'espoir d'un avenir durable. ♦



ART

L'ART DE DÉMOCRATISER L'ART

Voici Peggy, une entreprise canadienne qui rend les œuvres accessibles. **PAR ISHANI NATH**

Craig Follett a toujours adoré la chose artistique. Sa mère conserve encore précieusement le prix d'arts plastiques qu'il a gagné en deuxième secondaire, mentionne-t-il à la blague. Aussi, lorsque l'entrepreneur a emménagé dans sa première maison, il raconte qu'il a rapidement souhaité habiller ses murs. À ses yeux, une maison sans œuvre d'art était inachevée.

En sillonnant ensuite les salons et galeries d'art local et étranger pour ce faire, l'entrepreneur torontois a plutôt mis la main sur ce qui allait devenir sa vocation : repenser la façon dont l'art est acheté, vendu et revendu.

Faciliter l'accès à l'art en soutenant des artistes contemporains du monde entier : voilà ce qui a mené Craig Follett et son collègue de longue date Adam Meghji à fonder Peggy, un marché d'art virtuel initialement destiné à la vente de peintures et d'œuvres originales sur papier. Les deux fondateurs ont mis sur pied un système de vente aux enchères qui permet aux utilisateurs de leur plateforme de dénicher des œuvres

pour une somme oscillant entre 1 et des dizaines de milliers de dollars. Depuis le pré-lancement de son application mobile en 2023, Peggy a créé une communauté d'artistes et d'utilisateurs provenant de six continents, et au cours de cette même année, a obtenu un financement de 10,8 M\$.

Craig Follett nous explique comment Peggy démocratise l'investissement dans l'art et parle de l'avenir de l'entreprise.

Quels obstacles avez-vous rencontrés en voulant acheter vos premières œuvres?

Étonnamment, le milieu des arts est très discriminatoire. Il peut être intimidant pour certains, peu importe le revenu ou la classe sociale. Pour nous, que l'art soit si difficile d'accès n'était pas dans l'ordre des choses.

L'art est censé être un canal d'expression et un vecteur de réflexion. Le fait que ce milieu soit si discriminatoire semblait donc contrevenir à l'expression de soi, à la réflexion sur le monde, au partage de messages essentiels.

De quelle manière Peggy facilite-t-elle l'accès à l'art?

Notre système permet aux artistes de créer une « empreinte numérique » pour chaque œuvre d'art. Cette empreinte fonctionne selon une authentification maison générée par intelligence artificielle qui enregistre les bosses et coups de pinceau propres à chacune des toiles. Un collectionneur

artistes émergents ne font pas encore partie de ce canon, ils ne sont pas nécessairement connus des personnes chargées d'authentifier les œuvres. Il est donc très difficile pour eux de percer. Par ailleurs, une personne qui collectionne des œuvres d'un courant émergent ne peut obtenir ce certificat d'authenticité qui lui permettrait de les vendre.

L'APPLICATION MOBILE DE PEGGY, PRÉLANCÉE EN 2023, A OBTENU UN FINANCEMENT DE 10,8 M\$.



Craig Follett, amateur d'art et entrepreneur de Toronto

peut donc acheter une œuvre en sachant qu'il pourra, s'il le souhaite, la revendre à un autre, qui pourra en vérifier l'authenticité grâce à l'empreinte numérique et remonter jusqu'à son créateur.

Comment cette empreinte numérique améliore-t-elle l'accès à l'art?

Prenons un milliardaire qui achète un Basquiat ou un Picasso. S'il souhaite le revendre, il peut le faire par l'intermédiaire d'une maison de vente aux enchères. Quelqu'un examinera l'œuvre d'art à la loupe, l'interprétera en se référant à ce qu'il connaît du canon et en établira l'authenticité.

Mais, notamment en raison des coûts, il n'est pas possible d'en faire autant à échelle réduite. Et comme les

Nous avons mené une étude auprès d'étudiants de la Ivey Business School et découvert que les gens qui aspirent à devenir collectionneurs seraient quatre fois plus susceptibles d'acheter des œuvres sur le marché primaire s'ils avaient la possibilité de les revendre.

Quelles autres mesures Peggy prend-elle pour transformer l'expérience de la revente d'œuvres d'art?

Lorsqu'une œuvre est revendue, Peggy verse à son créateur une redevance de 5%. C'est une avancée importante, car actuellement, en Amérique du Nord, l'artiste est complètement exclu de la revente. Avant l'arrivée de Peggy, une œuvre vendue sur le marché primaire pour une somme X pouvait être revendue sur le marché secondaire pour plusieurs millions de dollars sans que l'artiste ne voie la couleur de cet argent. Les redevances tirées de la revente sont inspirées du Royaume-Uni et d'autres pays en Europe où existe le droit de suite de l'artiste, droit selon lequel les artistes obtiennent de 1 à 4% des revenus tirés de la revente. Quand nous avons créé Peggy, il était important pour nous d'offrir une redevance aux artistes de partout dans le monde, et de la rendre encore plus profitable.

Qu'est-ce que l'avenir vous réserve?

Nous élargissons notre offre aux œuvres imprimées, photographiques et sculpturales. Nous avons aussi lancé la fonction « Your Vault », qui permet

à l'utilisateur d'ajouter des œuvres de sa propre collection à son profil Peggy. Les artistes doivent examiner les œuvres et en valider l'authenticité, en plus de confirmer l'identité de l'acheteur et la date d'achat. Outre la garantie d'authenticité de toutes les œuvres, la fonction permet la revente de pair à pair avec certificat d'authenticité et versement d'une redevance à l'artiste. Ce concept unique permet à Peggy de prendre de l'expansion et d'intégrer des œuvres créées avant la fondation de l'entreprise.

Comment Peggy a-t-elle changé votre relation avec l'art?

J'ai appris que l'art – un peu comme l'immobilier – est une des rares catégories d'actifs qui prennent de la valeur pendant qu'on en profite. J'ai aussi appris à suivre mon instinct. On n'a pas forcément à être un collectionneur pour s'entourer de grandes œuvres. ♦

DESIGN

HABITAT NATUREL

Les conceptions d'un cabinet d'aménagement vancouverois invitent la nature à l'intérieur.

PAR CORRINA ALLEN

« Tout ce qu'il vous faut et rien d'autre » : voilà la devise d'Arhome, la collection d'habitations modernes et élégantes d'Arcana, conçue en collaboration avec Leckie Studios, un cabinet d'architecture et d'aménagement. Il s'agit de minimaisons préassemblées, prêtes à l'occupation en six heures; il reste juste à régler la question de l'électricité, de l'eau et des eaux usées. Les chalets sont conçus avant tout pour une installation dans la nature, loin du vacarme et des distractions de la ville.

L'espace de 275 pieds carrés comprend une salle de bains et une cuisinette entièrement équipées. Les technologies intelligentes sont au rendez-vous : planchers chauffants, système audio intégré, stores et



Les habitations Arhome sont conçues pour faire passer deux jours d'immersion totale dans la nature.



éclairage automatisés, purificateur d'air Lunos qui donne de l'air frais même quand les fenêtres sont fermées. Mais l'ambiance est aussi définie par les matériaux naturels : les planchers, murs et plafonds sont tous en chêne rouge. Une fenêtre panoramique remplace un mur entier, donnant une impression de continuité entre le chez-soi et le plein air. Le petit espace semble bien plus grand que sa surface réelle.



L'idée a pris forme en marge d'une initiative hôtelière lancée en 2021 par Arcana, une société sœur. Les cofondateurs d'Arcana, dont l'architecte Michael Leckie, ont lancé un projet pilote à Collingwood, en Ontario, pour présenter une construction unique, tout en miroirs, qui se fond dans le paysage.

Les deux chalets de Collingwood intéresseront les amoureux de la nature qui préfèrent se passer de la tente et du sac de couchage. Les visiteurs organisent leur séjour au gré de leurs envies dans un espace qui procure confort et commodité. « Il y a un circuit d'hydrothérapie et plus de 10 kilomètres de sentiers de

randonnée. On y propose deux jours d'immersion totale dans la nature », explique Lacey Norton, directrice commerciale d'Arcana et d'Arhome. « Dès le lancement, toutes les dates étaient réservées et il y avait une liste d'attente. C'était manifestement une bonne idée! »

Il était donc naturel de donner accès aux maisonnettes à un marché plus vaste. « Arhome, c'est essentiellement la version de détail de notre chalet complet Arcana », précise Michael Leckie, ajoutant que les clients d'Arhome sont généralement de petits ou moyens acteurs de l'industrie du tourisme qui souhaitent aussi offrir un hébergement sur place, par exemple des vignerons ou des propriétaires de restaurants à la ferme qui veulent proposer aux clients une expérience plus riche.

« SE RAPPROCHER DE LA NATURE, C'EST SE TROUVER EN COMMUNION AVEC SOI-MÊME. »

Comme dans le projet de villégiature d'Arcana, la conception d'Arhome favorise le contact des clients avec la nature. « Se rapprocher de la nature, c'est se trouver en communion avec soi-même », résume Lacey Norton.

Michael Leckie dit s'inspirer de la devise fonctionnaliste du designer industriel allemand Dieter Rams, « moins, mais mieux ». « Je crois que les gens commencent à voir la valeur d'une approche essentialiste de la vie. Ils essaient de dégager ce qui leur tient vraiment à cœur et de le refléter dans leur chez-soi et les objets dont ils s'entourent. Le monde est parfois si tapageur, particulièrement à cause des médias sociaux, que les gens recherchent le calme dans leur vie personnelle. »

Les unités se vendent à partir de 225 000 \$. Il reste quelques aspects à régler pour rendre envisageable une occupation à long terme (par exemple, il n'y a qu'une chambre à coucher, et

pas de buanderie), mais il est très probable qu'une version « résidence principale » du chalet vienne bientôt enrichir la collection Arhome. « Nous avons lancé le premier modèle pour des séjours brefs, mais vu le grand engouement, nous pensons à d'autres modèles, notamment des résidences principales », confirme Lacey Norton.

Depuis quelques années, on considère les minimaisons comme un élément de solution pour contrer la pénurie de logements, la flambée des prix de l'immobilier et la montée en flèche des loyers. Ces structures à l'empreinte environnementale sensiblement moindre sont aussi de plus en plus vues comme un moyen d'adaptation à la crise climatique. La vision d'Arhome – vivre mieux avec moins – pourrait aussi façonner le paysage urbain : imaginons un endroit où la densification, nécessaire, cohabite avec des espaces verts... « L'idée nous enthousiasme au plus haut point! », s'exclame Michael Leckie. ♦

BONNES FEUILLES

ESPRIT INVENTIF

Roseann O'Reilly Runte présente les esprits créateurs et les inventions les plus fascinantes de notre époque. **PAR BRIAN BETHUNE**

Raquettes et traîneau – des technologies autochtones –, insuline, céréales pour bébés, Canadarm : les Canadiens connaissent l'histoire riche en innovations de leur pays. Or, les innovations matérielles – ce que nous appelons des inventions – sont souvent plus populaires que les approches novatrices. À preuve, le masque de Jacques Plante est davantage perçu comme un objet emblématique en fibre de verre que comme une étape d'un processus visant à protéger le visage des gardiens de but. Nous devons voir plus large, affirme Roseann O'Reilly Runte, comme



les inventeurs de son livre *Canadians Who Innovate: The Trailblazers and Ideas That Are Changing the World* qui trouvent leur inspiration dans la collaboration, particulièrement dans le cadre d'autres domaines d'expertise. L'innovation, écrit-elle, consiste à envisager les problèmes sous un angle complètement différent.

Dans son livre, l'auteure applique un critère très simple aux créateurs : ils font partie de la famille, qu'ils soient Canadiens de souche et aient créé leur chef-d'œuvre ailleurs ou qu'ils soient Canadiens d'adoption et aient créé leur chef-d'œuvre ici. Puisant dans ce vaste bassin et dans les informations recueillies à titre de présidente-directrice générale de la Fondation canadienne pour l'innovation, elle met à l'honneur 50 personnes. Certaines sont connues, comme la prix Nobel Donna Strickland et le double lauréat du prix Giller M. G. Vassanji, mais la plupart sont des inconnus. Les profils sont variés : gens d'affaires, experts



MMCA & Groupe associé de sociétés

Vous vendez votre cabinet?

Nous sommes également propriétaires de cabinets CPA, nous pouvons vous aider à tirer le meilleur parti quand vous vendrez le vôtre

Web: practiceforsale.ca
Courriel: info@practiceforsale.ca

Calgary: **403 402-2679**
Toronto: **416 874-0592**

médicaux, militants climatiques, chercheurs en théorie quantique et en intelligence artificielle, artistes rebelles, ingénieurs, physiciens et innovateurs sociaux aspirant à un monde meilleur.

Cette diversité illustre quels domaines et types d'innovations fascinent le plus Roseann O'Reilly Runte. Elle admire les personnes qui aident les populations marginalisées à obtenir justice et équité, comme Anna Kazantseva, chercheuse au Conseil national de recherches du Canada (CNRC). Celle-ci s'est intéressée

DE PRIX NOBEL À ARTISTES REBELLES, DÉCOUVREZ PLUS DE 50 ESPRITS PARMIS LES PLUS NOVATEURS DU CANADA.

à la linguistique informatique quand ce domaine était axé sur le traitement de texte multilingue pour les grands groupes de langues de la planète. L'attrait commercial du traitement des langues réside dans la vente de produits ou la réduction du délai de réponse aux courriels, mais la chercheuse a compris son potentiel pour la préservation du patrimoine culturel. Elle a consulté des locuteurs autochtones pour découvrir ce qui pourrait fonctionner dans leur communauté. Forte de leur apport inestimable et de l'aide d'autres chercheurs du CNRC, Anna Kazantseva a réalisé d'immenses progrès dans la mise au point d'un logiciel de synthèse vocale pour l'enseignement du kanien'kéha (langue mohawk) et du SENĆOŦEN (langue saanich).

Ce qui retient l'attention de Roseann O'Reilly Runte, c'est l'objectif d'Anna Kazantseva, mais aussi son approche multidisciplinaire. De même, Mona Nemer, conseillère scientifique en chef du gouvernement fédéral, explique qu'elle est chimiste de formation, mais que les découvertes naissent selon elle « au carrefour de différentes disciplines, comme la chimie et la biologie ». C'est ainsi que cette professeure de biochimie à l'Université d'Ottawa a acquis le bagage nécessaire à la mise au point de tests diagnostics de l'insuffisance cardiaque et à notre compréhension des causes génétiques des maladies cardiaques congénitales.

Poète primée et ex-présidente de quatre universités canadiennes et américaines, Roseann O'Reilly Runte observe la même tendance dans les arts. Prenons Jeremy Dutcher, compositeur, musicologue et membre Wolastoqiyik (Malécite) de la Première nation de Tobique (Nouveau-Brunswick); Dutcher a transcrit des chansons wolastoqey enregistrées sur des cylindres de cire en 1907. C'est ainsi qu'il a entendu « par magie » les voix de ses ancêtres, écrit Roseann O'Reilly Runte. Il a ensuite

incorporé des notes dramatiques et aiguës propres à l'opéra dans des chansons traditionnelles pour son album Wolastoqiyik Lintuwakonawa (prix de la musique Polaris 2018).

Comme les innovateurs sociaux du dernier chapitre, des artistes comme Jeremy Dutcher et le peintre S. Gordon Harwood – qui crée des œuvres d'art pendant des concerts de musique classique dans des prisons de l'Ontario et du Québec – innovent à leur façon. « Nous nous émerveillons devant la toute dernière appli pour téléphone », tandis que de nouvelles façons de préserver la langue et la culture, d'améliorer les soins de santé ou de tendre vers une société plus inclusive et compatissante n'ont pas la même valeur à nos yeux. Pourtant, écrit l'auteure, elles « sont novatrices, et changent profondément les choses ». O'Reilly Runte ne néglige pas pour autant plusieurs innovations technologiques, comme les techniques d'imagerie de Christian Marois, qui ont permis de photographier pour la première fois une exoplanète, ou le Waabi World de Raquel Urtasun, un simulateur en boucle fermée pour voitures autonomes. Et que dire des réalisations en IA, dont deux des trois chantres mondialement reconnus (Yoshua Bengio et Geoffrey Hinton) sont des Canadiens. *Canadians who innovate*, ouvrage innovateur en soi, abat les barrières, comme le font ses protagonistes. ♦

LES CHOIX DE PIVOT

Temps libres

PAR CHRIS POWELL

À voir

Sans date officielle annoncée, **The Savant** devrait arriver sur Apple TV+ vers la fin de l'année. La minisérie est inspirée d'un article de **Cosmopolitan** paru en 2019 (« Is It Possible to Stop a Mass Shooting Before It Happens? »). L'héroïne (Jessica Chastain) infiltre des groupes haineux en ligne pour neutraliser des individus capables de perpétrer des violences de masse.

À lire

Alok Sama a été bailleur de fonds en chef pendant cinq ans à SoftBank, le plus important investisseur technologique au monde, qui compte Yahoo, TikTok et Uber dans son portefeuille. Dans le livre **The Money Trap**, le lecteur accompagne l'auteur et Masayoshi Son, fondateur et chef de la direction de SoftBank, dans leurs négociations avec des dirigeants milliardaires et des chefs d'État pour conclure des transactions qui ont façonné le paysage techno.



À écouter

Dans **The Six Billion Dollar Gold Scam**, Suzanne Wilton, journaliste canadienne, retrace l'histoire de la compagnie minière Bre-X, qui a déclaré en 1995 posséder un énorme gisement aurifère, lequel a propulsé l'action de la société de 0,30 \$ à plus de 250 \$. Tout bascule en 1997 après le mystérieux décès de Michael de Guzman, géologue en chef de Bre-X : il serait tombé d'un hélicoptère en vol au-dessus de la jungle indonésienne. Puis, des révélations selon lesquelles les échantillons d'or de Bre-X auraient été faussés font implorer l'entreprise. Une histoire d'intrigue, de cupidité et de pouvoir.

ÉCONOMIES ET OFFRES DE CPA CANADA : VOTRE ALLIÉ DE CHOIX POUR ÉCONOMISER TEMPS ET ARGENT, AU TRAVAIL COMME À LA MAISON.



NOUVELLE OFFRE!



Les membres de CPA Canada bénéficient de rabais avantageux sur les véhicules neufs en stock chez les concessionnaires Dilawri du Canada.

NOUVELLE OFFRE!



Indeed vous offre un crédit de 300 \$ sur les annonces d'emploi commanditées : profitez-en pour trouver la perle rare! Offre soumise aux conditions et aux normes de qualité applicables.

NOUVELLE OFFRE!



Économisez jusqu'à 500 \$ dans les magasins Dormez-vous du Canada et dormez sur vos deux oreilles grâce à des conseils d'experts.

Nos partenaires de renom vous offrent plus de 3 000 \$ d'économies

Travail, quotidien, technologies, mieux-être, voyages... Profitez de plus de 40 offres et rabais en tout genre, et économisez gros.

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 20 %!



Obtenez un rabais de 20 % sur certaines solutions de gestion du personnel de Payworks.

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 35 %!



Économisez jusqu'à 35 % (paiement immédiat) ou jusqu'à 25 % (paiement par la suite) sur le tarif de location de base. Certaines conditions s'appliquent.

ÉCONOMISEZ 80 %!



Gardez la maîtrise des finances de votre entreprise avec QuickBooks en ligne. Obtenez un rabais de 80 % pendant 6 mois.

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 50 %!



Économisez jusqu'à 50 % sur des produits primés : appareils ThinkPad, portables Yoga convertibles, ordinateurs de jeu Legion, ordinateurs de bureau, tablettes, accessoires et plus.

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 55 %!



Bénéficiez d'une réduction de 55 % sur les services de Purolator au Canada. Des livraisons fiables et le réseau le plus étendu au pays.

CRÉDIT DE 500 \$!



Programme de partenariat exclusif de Bell : économisez jusqu'à 30 % sur d'excellents forfaits de téléphonie mobile assortis de données illimitées à partager.

Pour d'autres offres et rabais, visitez la page
www.cpacanada.ca/fr/zone-membres/economies-et-offres.

À LIVRE OUVERT

UN MAL QUI NOUS AFFLIGE TOUS

Notre société ne peut plus reposer sur la consommation (à crédit) des individus. Heureusement, de nombreuses pistes de solutions existent. **PAR MATHIEU DE LAJARTRE**



Comment en sommes-nous arrivés là, comme individus et comme société? C'est la question qu'on se pose à lire *C'en est fait de notre société de consommation!* (Somme toute, 2024), d'Isabelle Thibeault et de Jacques Nantel. Elle est anthropologue de formation, et conseillère en insolvabilité et en finances personnelles. Depuis plus de 25 ans, elle intervient dans des organismes de défense des droits des consommateurs. Lui est professeur émérite à HEC Montréal et considéré comme un des plus grands spécialistes québécois du marketing et de la psychologie consommériste.

Si leurs points de vue diffèrent, tous deux appellent à un changement radical pour que la consommation et le recours au crédit ne soient plus le moteur de la croissance économique de notre pays – les consommateurs canadiens génèrent plus de 60 % du PIB. Après tout, n'est-il pas ironique que la richesse d'un pays et son développement économique se mesurent aux dépenses de ses citoyens, qui prennent tous les risques à titre personnel, plutôt qu'à leur épargne?

Certes, nous sommes devenus nettement plus riches : en dollars constants, le revenu moyen des ménages canadiens est passé de 17 031 \$ en 1920 à 83 300 \$ en 2021, mais cette croissance n'est pas équitable. Au Québec, les 10 % les plus fortunés captent 40 % des revenus, tandis que les 50 % les moins fortunés ont vu leurs revenus augmenter de seulement 20 % depuis 1982. Cette inégalité se reflète dans l'endettement massif qu'entraîne la société de consommation. Depuis 1990, les ménages canadiens n'ont réussi à épargner que 0,0069 % de leurs revenus. Chaque année, 60 % des ménages s'endettent systématiquement.

Et c'est là que le duo fait mouche, à

souligner comment la société de consommation, que Nantel admet avoir largement contribué à bâtir avec ses pairs, a saigné les consommateurs qui finissent dans les bureaux des Isabelle Thibeault de ce monde. Et celle-ci nous met en garde : loin d'être irresponsables, la grande majorité des endettés qu'elle rencontre ont simplement voulu suivre le mouvement.

Excellent vulgarisateur, Nantel rappelle que le marketing est pire que ce qu'on imagine. Il détaille les stratagèmes qui ont amené les consommateurs à prendre leurs désirs pour des besoins, en tablant sur l'orgueil que chacun porte en soi et sur la crainte de ne pas pouvoir faire partie du groupe. Cette propension à tomber dans tous les pièges qui leur

NOTRE SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION N'EST NI LE SEUL MODÈLE ÉCONOMIQUE POSSIBLE NI CLAIREMENT LE MEILLEUR.

sont tendus à toujours existé, précise-t-il, mais jamais elle n'a été aussi grande que depuis que nous sommes entrés dans l'ère du numérique.

Surtout que la richesse se définit encore trop souvent par ce que nous possédons, achetons et consommons. Isabelle Thibeault le constate : « Pauvres comme riches sont amenés à consommer selon des *patterns* similaires (...) car tout concourt à permettre au plus grand nombre de monter à bord de l'autobus de la consommation », mais nul besoin « pour bien des consommateurs, d'aller dans le Sud pour s'endetter. Le seul fait de manger, de se loger et de se déplacer peut suffire à une utilisation forcée du crédit ».

Ces personnes, insiste-t-elle, ont fait des choix en se disant « J'ai un salaire

correct et stable, je peux faire comme tout le monde ». Elles ont cru qu'elles étaient « plus riches qu'elles ne le pensaient », que si du crédit leur était OFFERT, c'est qu'elles pouvaient l'utiliser sans risque; que si leurs voisins, leur beau-frère ou encore leurs amis le pouvaient, alors elles le pouvaient aussi. « C'est à partir de ce moment que nous devenons notre argent. Nous sommes ce que nous possédons, mais aussi ce que nous ne possédons pas. Pire encore, nous devenons ce que nous souhaitons que les autres croient que nous possédons. Le piège se referme. »

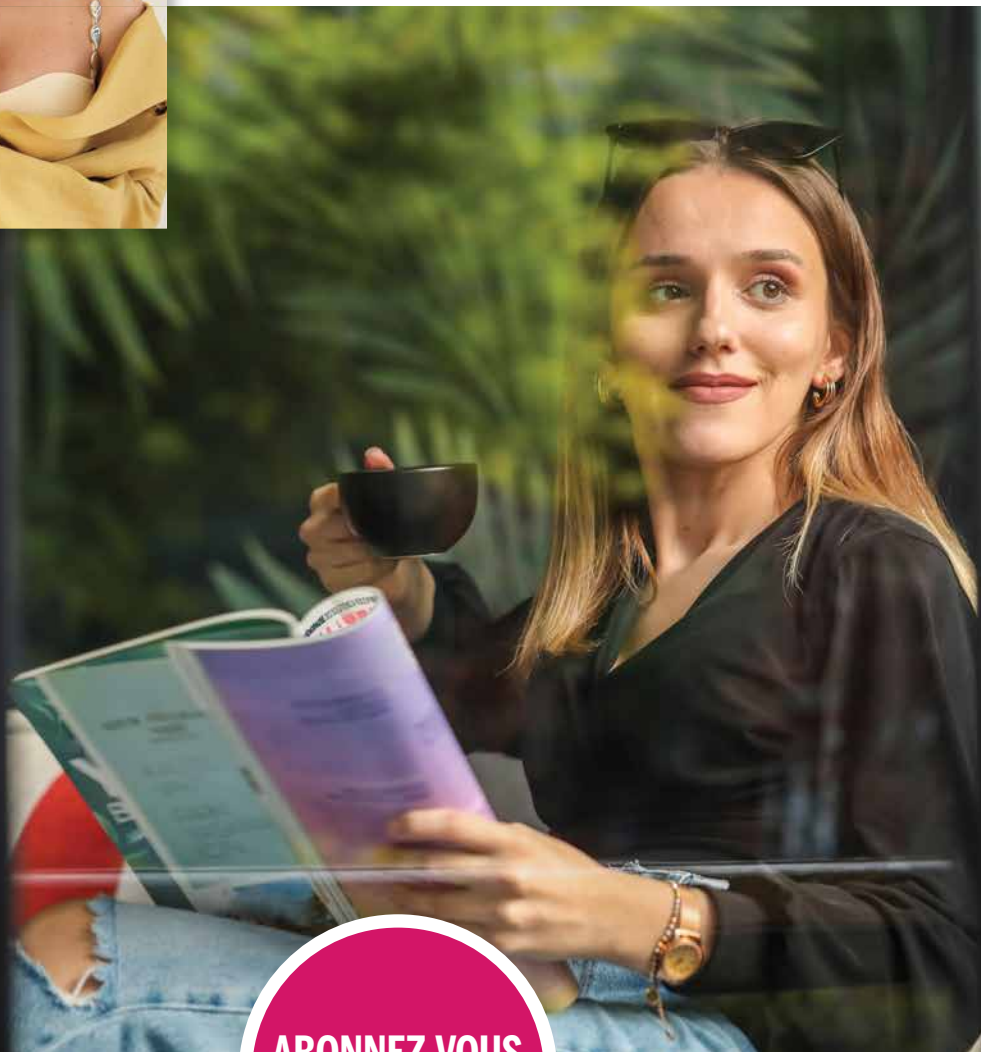
Le prix de certaines choses a bien baissé, mais c'est loin d'être le cas pour tout. Près de 60 % de ce que nous consommons tourne toujours autour de trois postes de dépenses : l'alimentation, le logement et le transport. Alors que l'alimentation, qui comptait pour 37 % du budget des ménages en 1959, a vu sa proportion chuter à 15 % en 2021, le poids relatif du poste « logement » est quant à lui passé de 18,8 % à 31 %, et le poids des transports privés (automobiles) est passé de 6,2 % en 1959 à 15,1 % en 2021.

Autrement dit, on paye autant pour la sacrée auto (dont on se sert si peu) que pour se nourrir, et se loger n'a jamais coûté si cher. D'où un appel au réveil. À investir dans les transports en commun et dans des infrastructures qui bénéficieront à tous (piscines, bibliothèques...). À penser location plutôt qu'achat. À miser sur le collectif plutôt que sur l'individuel (un accès égal à une éducation de qualité). Les auteurs proposent moult solutions, rappelant que de nombreux pays de l'OCDE aussi prospères que le Canada ont mis leur économie au service des gens et de la collectivité, et non l'inverse, et que les citoyens y sont souvent moins endettés... et plus heureux. C'est ce qu'offre *C'en est fait de notre société de consommation!* : une vision possible d'un avenir meilleur. ♦



Abonnez-vous

ET RECEVEZ LE MAGAZINE
CHATELAINE CHAQUE SAISON !



**ABONNEZ-VOUS
MAINTENANT !**

Dans chaque numéro, des reportages sur des enjeux actuels, des tendances mode, beauté et décoration, des portraits de personnalités inspirantes, des conseils pratiques et bien plus !



FR.CHATELAINE.COM/ABONNEMENT

TOUT LE MONDE À BORD!

En 2019, son titre de CPA à peine en poche, Matthew Sieben s'embarque pour Minneapolis afin d'y apprendre l'art de torrifier le café. Un an plus tard, il démarre sa propre entreprise de torrification, Railway Roasters, ainsi nommée en hommage aux liens de sa famille avec l'industrie ferroviaire dans la région de Winnipeg. **PAR ALEX CORREA**

J'ai étudié la comptabilité à l'Asper School of Business de l'Université du Manitoba, puis je suis entré au service d'Ernst & Young. **J'y ai passé trois années et demie à titre d'auditeur, et j'y ai bâti des relations et acquis des compétences déterminantes.**

J'ai aussi été comptable de projet et même contrôleur pour l'entreprise d'un ami. **Je faisais toujours de la tenue de livres et fournissais des services-conseils pour arrondir mes fins de mois, mais en décembre 2023, j'ai décidé de m'y consacrer à temps plein en lançant mon entreprise de tenue de livres, Railway Financial Group.**

Et je livre en mains propres toute commande à Winnipeg même.

Le mercredi, jour de ma tournée, les enfants de mes abonnés réguliers (qui sont devenus des amis) me reconnaissent comme « le gars du café ».

La résolution de problèmes - poser les bonnes questions pour trouver la solution - est une compétence qui me tient particulièrement à cœur. **Être CPA signifie, entre autres, de bien évaluer la situation, consigner ses hypothèses, tirer des conclusions et aider les entreprises à aller de l'avant.**

Avec Railway Roasters, mon objectif était d'offrir un remplacement au café offert dans les bureaux, car celui servi dans nombre d'entreprises que je visitais comme auditeur laissait à désirer. **Pour un prix à peine plus élevé, nos produits sont d'une qualité bien supérieure et issus d'une entreprise locale plutôt que d'une multinationale.**

Railway Roasters a obtenu l'aval de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, ainsi que des permis d'expédition de nos produits dans d'autres provinces, mais aussi aux États-Unis, en Europe, en Océanie et en Inde.

Et nous avons trouvé de nouveaux moyens d'interagir avec nos clients. **En collaboration avec la microbrasserie winnipegoise Torque Brewing, nous avons créé une bière au café lancée juste après la pandémie, d'où le double sens de son nom, « Back on Track ».** Cette année, nous récidivons avec le lancement d'une nouvelle bière, la « Mild Canadian Winter ».

ENVIRONNEMENTS D'INFRASTRUCTURE CLOUD SÉCURISÉS ET CONFORMES POUR LES COMPTABLES D'AUJOURD'HUI

Stockez en toute sécurité les données financières de vos clients et exécutez vos applications comptables à partir d'une plate-forme cloud sécurisée 100 % canadienne, qui est conforme à la norme SOC 2 et à la LPRPDE.



Accédez en toute sécurité à votre logiciel de comptabilité et de fiscalité de n'importe où!

Simplifiez votre expérience

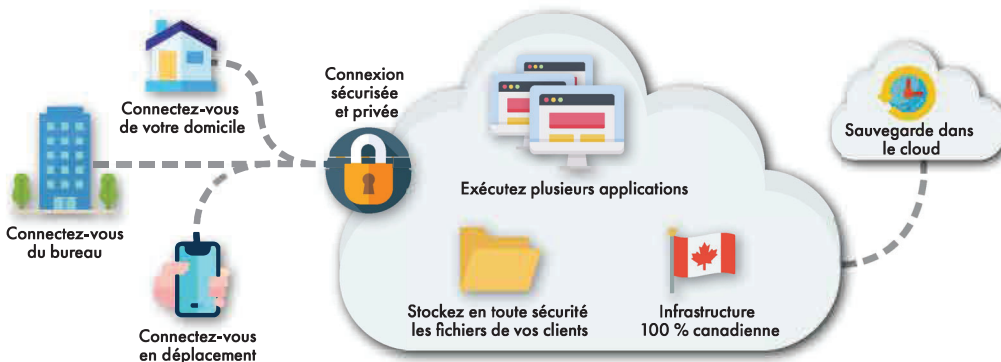
Nous sommes sûrs que vous avez assez d'inquiétudes!

Nos experts en infrastructure installeront pour vous les ressources nécessaires pour exploiter votre logiciel.

Soutien en tout temps

... et non le type de soutien qui vous met en attente pendant une heure.

- ✓ **Sécurité intégrée**
Inclut le chiffrement des données, la détection des intrusions et la prévention des intrusions.
- ✓ **Sauvegarde et restauration**
En cas de sinistre ou de problèmes informatiques, vos données sont sauvegardées et disponibles pour y accéder à nouveau.
- ✓ **Accès à distance et collaboration d'équipe**
Flexibilité d'accès sur n'importe quel appareil, où que vous soyez. Partagez et travaillez avec des clients simultanément si nécessaire.
- ✓ **Réduire les frais généraux et les dépenses**
Concentrez-vous sur vos clients et non sur votre informatique! Réduction des coûts d'investissement et d'exploitation liés à l'achat, à la maintenance et à la mise à niveau du matériel informatique local.



intuit quickbooks.

intuit profile. Office

sage TaxWise

CASEWARE DrakeSoftware

ATX OfficeTools

Visitez-nous au www.servercloudcanada.com/CPA pour en savoir plus.



SERVERCLOUD
CANADA

Laissez-nous créer une solution personnalisée qui répond à vos besoins spécifiques.

1-888-425-1967

info@servercloudcanada.com

TRANSFORMEZ VOTRE CPA EN MBA DE L'ÉCOLE DE GESTION IVEY



Sans test d'admission GMAT

À Ivey, nous reconnaissons les efforts que vous avez investis pour obtenir votre titre de CPA. C'est pourquoi nous n'imposons pas le GMAT aux diplômés CPA. Aucune exception !

Que vous souhaitiez rehausser votre niveau de formation ou réorienter votre carrière, **un MBA de Ivey peut vous aider à atteindre vos objectifs**. Parmi les trois programmes exclusifs de MBA offerts, vous trouverez celui qui convient à votre situation.

Une fois abolie l'exigence du GMAT, il n'y a pas de raison d'hésiter à vous inscrire au **programme de MBA numéro un au Canada***.

L'apprentissage expérientiel pratique vous assurera un net avantage, et notre réseau international de 33 000 diplômés vous fournira des liens à vie pour vous soutenir et soutenir votre carrière.

* Classement 2023-2024 des MBA de *Bloomberg Businessweek*



Balayez le code QR pour en savoir plus
sur les programmes de MBA de Ivey.
ivey.ca/cpa

Trois MBA à choisir

MBA en un an

- Temps plein
- Début du programme : mars
- London (Ontario)

MBA intensif

- 14 mois, 3 jours de cours
- Début du programme : novembre
- Pendant que vous continuez à travailler
- Centre-ville de Toronto

MBA pour cadres

- 15 mois, 4 jours de cours
- Début du programme : février ou septembre
- Pendant que vous continuez à travailler
- Pause estivale
- Centre-ville de Toronto